



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 017 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 4 mai 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 4 mai 2010

•(0850)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): La séance est ouverte.

Avant tout, j'adresse tous mes remerciements à nos témoins pour avoir pris le temps de venir nous rencontrer. Je sais combien il en coûte de prendre même une demi-journée de congé sur une ferme, et je vous suis reconnaissant de votre présence ici.

Je demanderais à chacun de vous de s'en tenir à une déclaration préliminaire de cinq à sept minutes. Je vous avertirai quand vous aurez atteint cinq minutes. Je vous laisserai un peu de latitude, mais si vous me voyez faire ce geste, ça veut dire qu'il reste deux minutes environ. Les membres du comité vous poseront ensuite des questions, ce qui vous donnera l'occasion d'ajouter quelques mots si vous n'en avez pas eu la chance dans votre déclaration.

Nous commencerons par Dylan Jackson. Dylan part aujourd'hui pour une excursion en autobus scolaire. Il a 18 ans et provient de la région de Wiarton, ici-même.

Dylan, je vous donne maintenant la parole.

M. Dylan Jackson (à titre personnel): Bonjour. Merci d'être venus à Wiarton pour discuter avec nous des jeunes agriculteurs.

J'ai passé toute ma vie sur une ferme de vaches et de veaux de boucherie. Si je reprends la ferme, je serai un agriculteur de quatrième génération. Je possède actuellement six génisses et près de quarante moutons. Pour l'instant, je retire un profit de mon entreprise, parce que je vis encore chez mes parents et que je n'ai pas vraiment de dépenses personnelles. Tous les aliments pour animaux, mes pâturages, mon père me les donne en échange de mon travail.

En onzième année, dans un cours d'orientation, on nous a demandé de faire des recherches sur la carrière de notre choix. J'ai choisi l'agriculture. C'est à ce moment que j'ai obtenu de l'information sur les prix et tout le reste, et j'aimerais distribuer un peu de cette information.

Le président: Quelqu'un ira la prendre, Dylan.

M. Dylan Jackson: Ces papiers sont tirés du site Web de Brussels Livestock, que j'ai consulté il y a deux ou trois jours. À la page 3, j'ai imprimé les prix des bovins à viande, et j'ai ajouté les prix qui figuraient dans les documents d'impôt sur le revenu de 1988 de ma grand-mère et mon grand-père.

Quand vous aurez les feuilles en main, vous observerez qu'en 1988, mes grands-parents ont vendu 18 bouvillons Simmental, pesant en moyenne 963 livres, qui leur ont rapporté 84 ¢ la livre. Selon ce même site Web la semaine dernière, les bouvillons de long engraissement, de qualité supérieure, pèsent aujourd'hui en moyenne de 900 à 1 000 livres et se vendent de 92 ¢ à 98 ¢ la livre, soit une légère augmentation. En 1988 encore, ma grand-mère et mon grand-père ont vendu 10 génisses croisées pesant en moyenne 963 livres, et

ont obtenu 81 ¢ la livre. En 2010, des génisses de long engraissement de qualité supérieure rapportent en moyenne entre 84 ¢ et 97 ¢ la livre, une augmentation plutôt minime.

Tout ça montre simplement que le prix des bovins n'a pas beaucoup augmenté en 2010 par rapport à 1988. Par contre, les dépenses des agriculteurs ont grimpé en flèche. En 1988, ma grand-mère et mon grand-père ont dépensé 1 500 \$ en carburant, gaz et pétrole, pour les besoins de la ferme. De nos jours, on peut dépenser jusqu'à 5 000 \$ ou plus, en fonction de la situation.

Les engrais sont une autre dépense qu'il est intéressant d'analyser. En 1988, mes grands-parents les ont payés 321 \$ la tonne; il y a quelques jours, ils coûtaient 644 \$ la tonne. C'est une forte augmentation. En plus, les prix actuels sont assez bons par comparaison avec l'année dernière.

Je ne vois pas pourquoi un jeune agriculteur voudrait investir dans un emploi qui lui coûte de l'argent. Une entreprise n'est pas rentable si le revenu est très inférieur aux dépenses. C'est ce que je constate. Je vois peu de jeunes agriculteurs désireux de s'engager dans une entreprise qui les oblige à dépenser pour ne rien gagner.

Vous pouvez consulter ces renseignements sur les revenus si vous le souhaitez. Je peux le faire circuler. Il y en a deux, si ça vous intéresse.

C'est à peu près tout ce que j'avais à dire.

•(0855)

Le président: Merci, Dylan. Je suis sûr que quelques questions vous seront posées.

Ray Robertson ne peut être avec nous que pour peu de temps. Il se peut qu'il doive partir avant la fin de la séance. Ray oeuvre aux services agricoles de Grey-Bruce.

Ray, je vous passe la parole.

M. Ray Robertson (vice-président, Association canadienne pour les plantes fourragères): Merci beaucoup, Larry.

Pour commencer, je tiens à vous remercier profondément d'être venus dans cette circonscription pour tenir cette séance. Je vous suis aussi reconnaissant de m'accepter ici un peu à la dernière minute.

Je représente aujourd'hui la Canadian Forage and Grassland Association. Dans cette industrie, j'occupe des fonctions diverses rattachées au centre agricole à Markdale.

Je désignerai l'association par son sigle, CFGA. La CFGA regroupe des producteurs fourragers de tout le Canada. On trouve un nombre appréciable de ces producteurs ici même, dans la région de Grey Bruce.

Je sais que je dispose de très peu de temps — quatre minutes, si je vous ai bien compris, Larry. Vous m'avez dit que vous pourriez me faire passer si je pouvais m'en tenir à ça, et je vous en suis reconnaissant. Je me limiterai à mes notes pour essayer de respecter les quatre minutes. Je suis conscient que beaucoup de temps est nécessaire.

Une délégation de la CFGA est tout juste de retour d'une mission d'information sur les plantes fourragères au Moyen-Orient, y compris à Dubaï et à Abou Dhabi, ainsi qu'à Riyad en Arabie saoudite.

La plupart des régions du Moyen-Orient que nous avons visitées sont en plein désert et connaissent une baisse grave de leur nappe phréatique. En conséquence, leur gouvernement impose une interdiction graduelle de l'irrigation des terres agricoles. Comme Abou Dhabi est déterminé à maintenir sa sécurité alimentaire, le pays a convenu de subventionner les importations fourragères nécessaires à l'élevage, qui comprend les bovins laitiers, la chèvre, le mouton, le chameau et le cheval. Nous avons d'ailleurs visité quelques-unes de ces fermes.

Cette année, leurs besoins en plantes fourragères sont évalués à près de 800 000 tonnes, et ce chiffre augmente rapidement. L'année dernière, les autorités alimentaires d'Abou Dhabi ont payé 250 millions de dollars rien qu'en subventions des importations fourragères. En fait, ces autorités subventionnent les producteurs pour faire venir des plantes fourragères, puisque l'irrigation est interdite. Cette interdiction est mise à exécution, et aboutira à une interdiction totale dans deux ou trois ans.

Selon les projections des experts dans notre industrie, le prochain appel d'offres en 2011 s'élèvera à 11,1 millions de tonnes. Par bonheur, le Canada est considéré comme un fournisseur de choix pour la plupart des biens, grâce à sa solide réputation mondiale de qualité et de service. Si ne serait-ce que 5 p. 100 de ces 11 millions de tonnes revenaient au Canada, cela représenterait une importante source de revenu d'exportation pour les producteurs canadiens.

Je donne un exemple. Si le Canada obtenait 550 000 tonnes, et si je prends le chiffre de 400 \$ la tonne, on pourrait raisonnablement s'attendre à gagner 180 millions de dollars américains.

En fait, le gouvernement des Émirats arabes unis encourage les fournisseurs canadiens à collaborer avec d'autres pays pour lui garantir un approvisionnement de quatre à six ans. Ce gouvernement ne recherche pas des fournisseurs à court terme, mais des gens en mesure d'approvisionner le pays à long terme. Les arrangements d'une année, par exemple, ne l'intéressent pas. Ce qu'il veut, c'est établir une relation. C'était l'une des raisons de notre voyage — donner une image de marque du Canada et commencer à établir cette relation.

D'après les exportations à partir de l'Ouest canadien, les producteurs du Canada souffrent actuellement d'un désavantage de coût de l'ordre de 36 p. 100, attribuable aux coûts de transport plus élevés et à une pénurie de conteneurs.

Pour en revenir au thème principal de cette rencontre, soit comment attirer les jeunes agriculteurs dans l'industrie agricole, le secteur fourrager est un excellent exemple d'une industrie où ils peuvent s'engager si elle se révèle viable. Dans l'industrie laitière, par comparaison, les quotas sont extrêmement élevés et les jeunes ne peuvent s'y engager qu'avec la plus grande difficulté, à moins de commencer avec une exploitation familiale. Beaucoup d'autres types d'exploitation nécessitent des frais généraux énormes. L'industrie fourragère est sans doute à la portée de beaucoup de jeunes agriculteurs, mais il faut qu'elle soit profitable.

Comme l'a dit Dylan, qui donc voudrait s'y engager s'il est impossible de réaliser un profit? Aucune autre industrie ne fonctionnerait ainsi, et personne d'autre non plus.

Je sais que c'est tout le temps qui m'est imparti. Nous souhaitons présenter nos préoccupations et garder la porte ouverte pour des discussions plus approfondies dans un proche avenir.

Comme je souhaite terminer sur une note positive, notre mission d'information au Moyen-Orient a été on ne peut plus réussie. Nous revenons après y avoir reçu un accueil des plus chaleureux. Les possibilités d'affaires sont grandes lorsqu'on égalise les chances pour tous.

Je vous remercie très sincèrement d'être venus dans la région Grey-Bruce et d'avoir fourni la possibilité aux producteurs locaux d'exprimer leurs opinions. Je me ferai un plaisir, au nom de la CFGA, de vous rencontrer à la convenance de toutes les parties afin de discuter plus en détail de la situation.

● (0900)

Le président: Merci infiniment, Ray.

Nous passons maintenant à Greg Ardiel, un jeune agriculteur du secteur de Thornbury.

M. Greg Ardiel (à titre personnel): Bonjour. Je me nomme Greg Ardiel et je suis un agriculteur de quatrième génération, essentiellement dans l'industrie du fruit à chair tendre. Je cultive surtout la pomme, mais aussi le raisin et la poire. Je tiens à remercier chacun d'entre vous pour être venu écouter quelques-unes de nos préoccupations grandissantes.

Que les gens s'engagent dans ce secteur ou en sortent, comme un nombre croissant semble le faire, l'agriculture dans son ensemble fait face à de nombreux obstacles. C'est pour cela qu'il importe vraiment d'aider les jeunes à continuer dans cette voie et de créer les incitatifs nécessaires. Le gouvernement canadien commence à prendre les mesures voulues pour que l'agriculture redevienne une carrière et un mode de vie lucratif et réussi. Bien des mesures peuvent être prises pour aider l'industrie agricole tout entière. Certaines de ces mesures coûtent davantage que d'autres, mais toute mesure prise a des conséquences utiles et directes sur l'agriculteur.

Les Canadiens prennent une conscience accrue des ingrédients dans leurs aliments, et aussi de la provenance de ces aliments. Ils souhaitent que les tablettes de leurs épiceries et de leurs garde-manger contiennent des aliments sains et sûrs. Le simple fait d'adopter des lois plus strictes sur l'étiquetage, pour qu'il explique clairement l'origine de la plupart des ingrédients principaux d'un produit, aiderait à augmenter le revenu des agriculteurs. Ce serait une portion de l'argent qui leur revient des détaillants. Une mesure aussi simple que la rédaction de lois sur l'étiquetage ne coûte pas une fortune au gouvernement. Par comparaison avec d'autres méthodes susceptibles d'être appliquées, il s'agit d'un projet de loi relativement petit.

Pour aider les jeunes à s'engager dans l'agriculture — qu'ils reprennent la ferme familiale ou qu'ils achètent leur propre ferme —, le plus gros problème est l'argent, purement et simplement. Il est très difficile de se lancer s'il faut se procurer à la fois de l'équipement, une maison, une remise à machinerie et un dortoir pour les travailleurs. Et c'est sans compter les frais d'exploitation, comme le carburant, les produits chimiques, la main-d'œuvre et l'outillage agricole. Si on combine tous ces coûts à un faible revenu net, c'est peu tentant — surtout pour les jeunes — de se lancer dans cette industrie.

La disparition de l'agriculture porterait un coup à l'économie, parce que l'agriculture constitue la deuxième en importance des industries de l'Ontario et qu'elle arrive en tête de liste des industries canadiennes, au même rang que l'industrie automobile.

L'âge moyen de l'agriculteur est de plus de 55 ans. Nous disposons donc de peu de temps pour préparer des plans de relève et des programmes de nature à protéger une industrie d'une telle importance, et à veiller ainsi à la santé future des Canadiens. Le gouvernement doit donc absolument créer des incitatifs pour les jeunes. Pour l'instant, les seuls jeunes qui s'engagent dans l'agriculture le font avec l'aide de leurs parents, sous forme soit de taux d'intérêt faibles ou nuls sur le matériel agricole, soit d'un partage de la main-d'œuvre. Mais les familles d'agriculteurs ne peuvent pas toutes adopter de telles méthodes, parce qu'elles leur coûtent trop cher. Il est plus facile de vendre la ferme et d'encourager les jeunes à adopter une carrière plus rémunératrice et moins stressante.

J'ai récemment acheté une ferme et j'essaie d'en faire mon gagne-pain. Un mois sur deux, je travaille aussi sur les navires de la Garde côtière canadienne, pour compenser les coûts d'exploitation agricole. Je fais des journées de 12 à 13 heures, 7 jours sur 7, pour avoir droit à un congé d'un mois — mais quand je reviens chez moi, c'est à peu près le même rythme de travail. Tout ça n'est pas trop attirant.

Sur la ferme, je loue aussi la résidence principale et deux des pièces du dortoir où je réside. Mon père et mon frère surveillent les choses en mon absence. Je n'y arriverais pas sans eux. Mais pour l'instant, je paie pour exploiter ma ferme. On est en droit de se demander pourquoi quelqu'un se mettrait dans une telle situation. J'imagine que la réponse est qu'on a été élevé sur une ferme et qu'on aime le style de vie et le travail agricole. Mais il faudra bien, et très vite, apporter des changements profonds pour attirer les jeunes, ou attirer n'importe qui.

Cela nous ramène à la question de l'argent pur et simple, dont j'ai déjà parlé. Un programme de prêts à long terme aux jeunes agriculteurs, peut-être sans intérêts les trois à cinq premières années de manière à payer uniquement le principal, nous aiderait beaucoup à bien nous établir et à prendre pied. Une autre possibilité consisterait à engager des spécialistes des plans de relève, aux frais du gouvernement, pour aider les familles à préparer leurs plans de relève. Il n'est pas juste qu'une personne travaille de longues heures toute sa vie pour ensuite plus ou moins donner la ferme aux enfants et conserver juste assez pour prendre sa retraite. Ces programmes peuvent aider nos jeunes, mais ces jeunes ont besoin d'argent, tout simplement.

Le gouvernement fédéral prescrit aussi que les agriculteurs dans leur première année d'exploitation n'ont pas droit à l'assurance-arbres, ce qui est ridicule. Une catastrophe naturelle, comme celle qui m'est arrivée cette année, ne choisit pas les arbres qui sont touchés. Le jeune agriculteur doit payer les arbres entièrement de sa poche, et il est aussi forcé de les replanter avec un revenu réduit par la superficie qu'il perd. Ce problème doit être réglé.

De plus, Financement agricole Canada existe depuis des années pour aider les agriculteurs. Quand je lui ai demandé ses taux d'intérêts et ses taux hypothécaires, on m'a dit que les jeunes agriculteurs ne pouvaient pas avoir de l'aide, parce que les jeunes n'ont pas les antécédents ou les biens en caution nécessaires. Mais la nature même de Financement agricole devrait l'inciter à aider les jeunes agriculteurs, parce que les agriculteurs âgés ne seront pas là encore longtemps.

● (0905)

L'industrie toute entière fait face à des difficultés qui entravent l'entrée des jeunes dans l'agriculture, et qu'il faut absolument régler. Entre autres, les frais de main-d'œuvre ont beaucoup augmenté depuis trois ans — dans certains cas jusqu'à 28 p. 100. Le coût des produits chimiques augmente sans cesse, et de nouveaux règlements interdisent nos produits chimiques usuels, qui sont remplacés par de nouveaux produits coûteux. Il y a aussi les importations, surtout de la Chine, et un manque de soutien des chaînes de magasins canadiennes. Il faudrait plus de bon sens et de modération pour améliorer la sécurité et la gestion du risque posé par les pesticides.

Le fond du problème, c'est que les coûts de production augmentent sans cesse, tandis que les profits stagnent. Je crois que Dylan et Ray en ont déjà parlé.

De façon générale, il me semble que la modération est la clé pour une agriculture prospère, et donc durable. Le gouvernement doit prendre du recul et faire une bonne analyse objective de la situation. Si on allège un peu la paperasserie et si les nouveaux règlements offrent plus de latitude, nous pourrions ensemble redonner vie à l'agriculture, améliorer les perspectives d'avenir de chacun de nous et appuyer une foule d'industries florissantes.

Merci encore de m'avoir accordé votre temps.

Le président: Merci beaucoup, Greg.

Nous passons la parole à Keith Kirk.

M. Keith Kirk (à titre personnel): Je veux remercier le comité de sa venue aujourd'hui dans notre région, que nous appelons parfois le paradis terrestre. Il fait bon vivre ici.

Quand Larry m'a appelé pour me dire qu'on allait parler des jeunes agriculteurs, je me suis dit qu'il s'adressait à la mauvaise personne. À 61 ans, je suis plus âgé que l'agriculteur moyen. Mais je vais vous décrire comment j'ai commencé et comment mes fils se débrouillent.

J'ai grandi sur une ferme mixte assez près d'ici. J'ai trois sœurs. Mon père est décédé quand j'avais 14 ans, et ma mère, qui était une ancienne enseignante, a repris alors son travail. Nous avons continué à exploiter la ferme, mais à échelle réduite. J'ai fréquenté l'université de Guelph, où j'ai obtenu mon baccalauréat en sciences agricoles en 1971. Je suis ensuite revenu exploiter la ferme.

Ma mère n'a pas été très contente de ma décision, parce que l'agriculture à la fin des années 1960 et dans les années 1970 était un peu comme aujourd'hui — elle ne rapportait rien. Tous mes collègues de classe ont reçu deux ou trois offres d'emploi de l'industrie. Mais j'ai fait un peu d'argent dans les années 1970 et je me suis constitué un avoir. Mes collègues de classe sont retournés sur la terre à la fin des années 1970 ou au début des années 1980, lorsque les choses semblaient aller mieux, mais certains n'ont pas survécu aux années 1980. Le choix du moment compte pour beaucoup dans l'agriculture.

À mon retour sur la ferme, j'ai commencé par conclure une entente de location-achat avec ma mère, puis nous nous sommes entendus dans les années 1970 pour que je lui rachète la ferme et qu'elle me donne une hypothèque.

Je suis marié, et ma femme Darlene et moi avons deux garçons. Kevin a 28 ans et vit encore chez nous. Il possède des bovins et un peu de machinerie, et il fait du travail sur commande. Le cadet, Scott, a 26 ans. Il est marié à Allison, et tous deux sont agriculteurs. Il y a deux ans, nous leur avons vendu une ferme de 100 acres que nous avions achetée, et qui contient une maison et une grange. Cette ferme avait été expertisée, mais nous l'avons cédée à prix moindre, pour qu'ils puissent posséder un avoir propre qui leur permettrait d'obtenir une hypothèque auprès d'une institution financière. L'exemption pour gains en capital nous a un peu aidés à cette époque, parce que nous n'avons pas eu à payer l'impôt sur les gains en capital.

Nous travaillons encore tous ensemble. Chacun est propriétaire de ses propres bovins. De même, les cultures sont plus ou moins séparées, mais nous partageons la main-d'œuvre et l'équipement. Ce genre d'arrangement est assez normal.

Les 190 acres originales étaient une ferme mixte. Nous possédons maintenant environ 600 bovins, nous cultivons de 1 000 à 1 100 acres, et 700 à 800 acres sont consacrées au foin et au pâturage. Si nous nous occupons de culture commerciale et de bovins, c'est parce que je n'aime pas mettre tous mes œufs dans le même panier.

Nous louons environ 1 400 acres de terres exploitables appartenant à 27 propriétaires. C'est dire que certaines de ces superficies sont très petites. Je dois tenir une liste de mes loyers, dont la moitié environ est versée à des veuves ou à des couples à la retraite qui veulent demeurer sur la ferme, mais que quelqu'un d'autre l'entretient. Les loyers ne sont pas très élevés. Pour certains, nous tenons le chemin d'entrée ouvert et nous signons la remise d'impôt foncier. Mais nous nous occupons des terres comme si elles nous appartenaient, et c'est à cela que ces gens attachent de l'importance. J'ai encore consulté la liste ce matin. Vingt familles vivaient autrefois des terres que nous cultivons aujourd'hui — et ces vingt fermes ne nous rendent pas riches.

Je dirais que nous sommes une exploitation moyenne. Il en existe de plus petites, mais souvent leurs exploitants travaillent aussi à l'extérieur pour subvenir aux besoins de la ferme. Il y a aussi de grandes exploitations qui... J'ignore si elles sont profitables, mais elles ont des rentrées de fonds et elles semblent pouvoir fonctionner de cette manière pendant un certain temps.

Depuis 35 ans, je possède aussi une concession de maïs de semence en plus de la ferme, ce qui m'amène souvent à passer dans des fermes et parler à des agriculteurs. J'ai consulté cette liste. Il reste aujourd'hui un éleveur de porcs et une vingtaine d'exploitations laitières, avec un membre de la nouvelle génération dans sept ou huit de ces exploitations. Dans trois laiteries, deux fils sont en fait engagés dans l'exploitation, c'est-à-dire qu'une relève est assurée. Nous comptons environ 35 cultures commerciales et exploitations bovines. Ici encore, sept ou huit comptent une personne de deuxième génération, mais c'est le plus souvent un fils qui travaille hors de la ferme et aide son père à l'occasion.

Je qualifierais l'état d'esprit dans nos campagnes de cynique. Nous sommes tous devenus un peu cyniques. Nous avons affaire avec le consommateur, et ce qu'il veut, c'est une alimentation qui n'est pas chère. Tout le monde veut des aliments qui ne sont pas chers, mais je crois que ce qui nous agace vraiment, c'est que la portion du panier alimentaire qui revient à l'agriculteur ne fait que rétrécir. Quelqu'un d'autre s'empare de l'argent avant nous. Que nous achetions ou vendions, nous faisons affaire avec d'énormes multinationales. Certaines de ces entreprises nous ont imposé des prix exorbitants.

● (0910)

Je vais vous donner deux ou trois exemples. Pour le glyphosate ou le Roundup, nous payions auparavant 12 \$ le litre. La dernière fois que j'en ai acheté — et je suis devenu membre de Farmers of North America, qui est une sorte de groupement d'achat —, nous avons payé 3,60 \$ le litre.

Pour Ivomec... Celui-là m'est vraiment resté dans la tête. J'étais aux États-Unis il y a quelques années, et un vétérinaire nous a demandé si nous savions ce que voulait dire « Ivomec ». Nous n'en avions aucune idée. Il a dit que ça voulait dire « increased volume of money extracted from cattlemen », ce qui veut dire « soutirer de plus en plus d'argent aux éleveurs bovins ». C'était une blague à l'époque, et nous avons bien ri. Nous payions 450 \$ pour cinq litres d'Ivomec, et j'en achetais des tonnes de contenants. La dernière fois, j'ai payé 90 \$ le litre.

Pour ce qui est de l'engrais phosphaté, j'en ai acheté à l'automne 2008 à 1 425 \$ la tonne, et à l'automne 2009, à 525 \$ la tonne. Je sais que ces entreprises ont besoin d'argent pour la recherche, et nous ne leur reprochons pas; je le constate dans l'industrie des semences. Mais je connais le taux de rendement visé par ces entreprises, et il est environ 10 fois plus élevé que celui de l'agriculteur moyen — et nous voyons les PDG empocher des millions de dollars.

Et puis nous devons traiter avec le gouvernement. Nous sommes conscients que vous enregistrez tous des déficits — nous venons de traverser une récession assez grave. Mais on a rapidement injecté beaucoup d'argent dans l'industrie automobile pour tirer d'affaire certaines entreprises que nous pourrions soupçonner de mauvaise gestion. Nous ne voyons pas de tels investissements dans l'agriculture. Pour certains des programmes qui sont annoncés, nous découvrons parfois que 40 p. 100 des fonds servent à l'administration et ne reviennent pas aux agriculteurs.

Et puis nous devons composer avec la bureaucratie. J'ai commencé à faire la liste de certaines des choses et des personnes dont nous devons tenir compte. Il y a la protection des eaux de source, la gestion des éléments nutritifs, les plans environnementaux en agriculture, le programme de gestion des risques, il y a Agri-investissement, Agri-stabilité, ainsi que le PCSRA — mon préféré. Et puis nous avons un employé, donc nous devons tenir compte de l'indemnisation des accidents du travail et de la commission de la sécurité.

En règle générale, les agriculteurs vivent dans la pauvreté et meurent dans la richesse, mais la prochaine génération ne veut pas de cela, et je peux comprendre pourquoi. Si vous voulez attirer de nouveaux agriculteurs, c'est très simple: il faut qu'ils puissent faire de l'argent; il faut que ce soit rentable. Il doit y avoir de la concurrence sur le marché. Tout le pouvoir est réparti entre trop peu de gens à qui nous devons nous soumettre.

Nous avons besoin de programmes gouvernementaux fiables, et je crois que des plafonds doivent être fixés pour le financement dans certains cas. Par le terme fiable, je veux dire que les filets de sécurité... Les prix sont volatils aujourd'hui, mais ce n'était pas le cas quand j'étais un jeune agriculteur. Nous avons besoin de règles équitables pour tous, dans une certaine mesure. Nous sommes dans l'industrie bovine, donc nous sommes en concurrence avec l'Alberta, avec le Québec et avec les États-Unis. Je sais que ça relève peut-être de la compétence provinciale, mais je crois que le gouvernement fédéral pourrait aussi aider d'une certaine manière.

J'ai écrit ici sur ma liste « moins de bureaucratie ». Je sais que ça n'arrivera pas; je sais qu'il n'y aura pas moins de bureaucratie, mais il faut que les fonctionnaires aient l'obligation de rendre des comptes ou quelque chose comme ça. Beaucoup d'entre eux font du bon travail — ils viennent travailler sur le terrain — mais la bureaucratie a pris des proportions démesurées, et personne ne semble tenu de nous rendre des comptes, à nous. Ils ne rendent pas de comptes aux agriculteurs, et je ne sais même pas s'ils vous en rendent à vous. Je crois qu'il est temps qu'il se passe quelque chose.

Parmi les mesures que vous avez prises pour nous aider, l'exemption pour les gains en capital est utile, et le rajustement facultatif de l'inventaire dans la Loi de l'impôt sur le revenu nous aide. La Société des produits agricoles nous a apporté une aide financière. Et vous avez lancé d'autres bons programmes. Il y a Growing the Margins, et un autre programme dont j'ai oublié le nom, mais notre étable a passé au feu en 2003, et je n'étais pas certain de vouloir me remettre à l'élevage bovin. Mais un de vos programmes me permettait d'obtenir, pour 100 \$, des services de consultation à domicile d'une valeur de 2 000 \$. Nous avons eu recours à ce programme, et il a été utile. Il y a des choses comme ça que vous faites et qui peuvent nous aider.

En conclusion, je devrais probablement vous présenter mes excuses pour mes propos négatifs, mais nous nous tapons la tête sur les murs depuis déjà un bon bout de temps. Nous n'avons fait aucun profit dans l'industrie bovine depuis la crise de l'ESB.

J'ai été dans ça toute ma vie, et je sais que c'est cyclique, mais auparavant nous avions une ou deux bonnes années. Ça fait longtemps que nous attendons ces bonnes années. J'espère qu'elles reviendront un jour.

Nous avons besoin d'optimisme et d'enthousiasme, c'est pourquoi je suis heureux d'accueillir les jeunes. Ils peuvent apporter ça avec eux. Nous devons attirer des jeunes gens dans cette industrie.

Merci.

• (0915)

Le président: Merci, Keith. Vous n'avez absolument pas à vous excuser; nous en avons entendu d'autres auparavant. Et pour ce qui est de la bureaucratie, on ne veut même pas se lancer sur le sujet. Vous l'avez seulement effleuré. C'est ridicule parfois.

Passons maintenant à Wayne Ferris.

M. Wayne Ferris (à titre personnel): Comme vous l'ont dit tous les témoins, je crois, l'agriculture est intergénérationnelle, elle se transmet d'une génération à l'autre. Mon grand-père a émigré au Canada en 1888. Il était agriculteur à ce moment, et il l'est resté. Mon grand-père a pratiqué l'agriculture toute sa vie. Mon père a commencé en 1936 avec six génisses, un attelage de chevaux, un cheval et une charrette, et il a loué une ferme.

En 1960, à ma sortie de l'école, j'ai décidé que je voulais me lancer en agriculture. Mon père m'a conseillé d'aller me trouver un emploi, car l'agriculture avait connu des hauts et des bas; il avait vécu ça et il avait l'impression que ça se poursuivrait.

Je pense souvent à ce conseil de mon père quand je travaille avec des agriculteurs aux prises avec des problèmes financiers. Je suis allé à Toronto et je me suis trouvé un emploi. J'ai fait mon chemin dans le domaine de la comptabilité agréée et je suis devenu comptable agréé. C'est ma profession, mais ma passion c'est l'agriculture. J'ai réussi à combiner les deux, parce que je me spécialise dans les comptes agricoles.

Les années 1960 et 1970 ont été une période d'augmentation de la production, où les garçons et les filles qui sortaient des collèges

agricoles devaient produire pour la planète affamée. Il y avait tout un marché. Il y avait tant à faire pour nourrir le monde entier.

Mais ce n'est pas ce qui est arrivé. Il faut de l'argent pour acheter de la nourriture, et ces pays n'avaient pas d'argent.

Au début des années 1980, les taux d'intérêt élevés ont éliminé une partie de ces agriculteurs. Quand les taux d'intérêt sont redescendus et que nous avons commencé à reconstruire l'industrie, nous sommes entrés dans une ère de spécialisation, où plus c'était gros, mieux c'était. Nous en avons vu les résultats. Ça n'a tout simplement pas fonctionné.

Pour une entreprise intergénérationnelle, une bonne planification de la relève repose sur trois éléments: la préparation financière, la préparation administrative et la préparation en matière de communication. Je crois que la communauté agricole est bien positionnée en ce qui a trait à la préparation administrative. Je pense que les jeunes d'aujourd'hui possèdent une meilleure instruction et davantage de compétences dans tous les aspects de l'agriculture. Pour ce qui est de la communication, ça dépend de votre famille. Ce n'est pas nécessairement toujours facile, mais je crois que les programmes gouvernementaux en place ont réellement contribué à améliorer cet aspect. Quant à la préparation financière, je dis toujours qu'il est difficile de léguer des dettes. Voilà exactement où nous en sommes en ce qui concerne la planification de la relève. C'est difficile d'intégrer la nouvelle génération alors que ses prédécesseurs sont dans une situation financière désastreuse.

La Loi de l'impôt sur le revenu a accordé un traitement privilégié aux agriculteurs et à leur famille. C'est extrêmement avantageux pour la planification de la relève. L'exemption pour les gains en capital de 750 000 \$ pour les propriétés agricoles admissibles permet aux parents de prendre leur retraite sans payer d'impôt sur leur fonds de pension. Keith a fait allusion à ça, au fait qu'ils... pourquoi ils y ont recours dans le transfert intergénérationnel. La plupart des agriculteurs puisent leur fonds de pension dans leur actif immobilier. L'exemption pour les gains en capital est extrêmement utile dans les transferts intergénérationnels.

Je crois que des pressions sont exercées à l'occasion en faveur d'une augmentation de cette exemption. Je ne pense pas qu'une augmentation soit nécessaire. Pour un couple, l'exemption totalise 1,5 million de dollars; de mon point de vue personnel, elle ne devrait pas servir d'abri fiscal, et j'estime qu'elle est tout à fait adéquate.

L'exemption pour les gains en capital devrait être étendue aux propriétés agricoles admissibles qui appartiennent à des sociétés agricoles familiales. Ces sociétés doivent vendre leurs parts. La plupart des agriculteurs divisent leur propriété entre les membres de leur famille, et ça les empêche de s'établir en société s'ils savent qu'ils devront la dissoudre au bout du compte, et qu'il n'existe aucun moyen de retirer la propriété de la société autrement qu'en la vendant à sa juste valeur marchande et en payant l'impôt sur les gains en capital réalisés.

● (0920)

L'impôt minimum de remplacement a une incidence négative quand on applique l'exonération de gains en capital. L'impôt minimum de remplacement ne devrait pas s'appliquer aux biens agricoles admissibles ni aux actions des petites entreprises. Je ne crois pas qu'on souhaitait que les biens agricoles admissibles soient touchés par l'impôt minimum de remplacement quand celui-ci a été instauré, mais c'est certainement ce qui se produit. Nous sommes constamment aux prises avec ce problème. Quand arrive l'heure de la retraite, tous les agriculteurs qui veulent vendre leur propriété sont aux prises avec l'impôt minimum de remplacement, même s'ils bénéficient de l'exonération de gains en capital.

Dans le même ordre d'idées, la disposition de récupération de la sécurité de la vieillesse ne devrait pas s'appliquer aux contribuables qui vendent des biens agricoles admissibles. Les agriculteurs de plus de 65 ans qui touchent une pension de sécurité de la vieillesse se voient tous retirer leurs prestations pour l'année de la vente, s'ils vendent leur ferme ou s'ils essaient de la transférer et qu'ils demandent l'exonération de gains en capital. C'est un problème persistant, parce que, pour la sécurité de la vieillesse, les années vont de juillet à juillet.

Il faudrait qu'on envisage de permettre aux sociétés d'exploitation agricole de transférer leurs biens immobiliers sans charge fiscale, quand ces biens sont transférés à la génération suivante à des fins d'exploitation agricole. Cela nous ramène à mon point précédent, mais dans une perspective légèrement différente.

Actuellement, il est impossible de transférer des biens agricoles admissibles à des frères, à des sœurs, à des nièces ou à des neveux sans d'abord effectuer une planification fiscale de grande envergure. Si une exploitation est transférée à des membres de la famille qui y poursuivront les activités agricoles, on devrait lever l'exigence de transfert à la juste valeur marchande.

La comptabilité de trésorerie représente un grand avantage pour les agriculteurs, et en particulier pour les jeunes, car le paiement de l'impôt sur le revenu peut être différé jusqu'à ce que les inventaires aient été vendus.

À mon sens, la Loi de l'impôt sur le revenu comporte un grand nombre de points positifs. J'ai beaucoup aimé m'occuper de questions d'impôt sur le revenu dans la communauté agricole. Il y a beaucoup d'aspects positifs.

Pour le reste, j'imagine que tous les témoins vous ont dit que la rentabilité, la sécurité financière et la stabilité financière à long terme sont les éléments les plus importants, si l'on veut inciter les jeunes de la nouvelle génération à devenir agriculteurs. Mais je vais tout de même le répéter. La rentabilité, la sécurité financière et la stabilité financière à long terme sont indispensables si nous voulons que la prochaine génération prenne la relève.

Le défi de la sécurité financière ne se pose pas uniquement pour les agriculteurs canadiens. Nous devons être compétitifs sur le marché mondial. La stabilité et la rentabilité future des activités agricoles ne peuvent pas être exclusivement tributaires des programmes gouvernementaux.

Des programmes comme le CSRN, le PCSRA, Agri-investissement, Agri-stabilité et les programmes de gestion du risque sont essentiels, mais ils ne rendent pas viables les activités agricoles et ils ne procurent pas la stabilité à long terme. Selon moi, le CSRN et le programme Agri-investissement ont été plus profitables aux jeunes agriculteurs et aux petits et moyens exploitants que le PCSRA et le programme Agri-stabilité.

Il ne faut pas simplement aider les agriculteurs à vendre ce qu'ils produisent; il faut faire davantage pour les aider à mettre leurs produits en marché. Je crois que la mise en marché a été la principale faiblesse des agriculteurs pendant des années, et c'est encore un problème aujourd'hui. Notre production est destinée à un marché incertain, et nous devons accepter le prix qui sera offert au moment de la vente.

Les objectifs relatifs à la qualité des produits ont été atteints, et la gestion financière continue de s'améliorer, mais la rentabilité des ventes sur le marché mondial constitue toujours un défi. La diversification des produits pourrait peut-être aider à stabiliser les choses.

Un revenu d'appoint, qu'il soit lié ou non à l'agriculture... Ces temps-ci, de grandes quantités d'argent provenant de fonds de retraite sont utilisées pour tenir à flot les exploitations agricoles. Pour assurer leur sécurité financière, les jeunes agriculteurs doivent avoir un autre emploi, à l'extérieur de la ferme, ils doivent s'engager dans d'autres entreprises commerciales, ou ils ont besoin de produits agricoles à valeur ajoutée. Je vous dirais que cette année, ceux qui ont bénéficié d'un revenu d'appoint, grâce à des travaux exécutés sur commande, à la vente de machinerie agricole ou à quoi que ce soit, sont les seuls... Nous avons utilisé beaucoup d'encre rouge, cette année, et ce sont ces personnes qui, de manière générale, s'en sont le mieux tirées, grâce à leur diversification.

● (0925)

Le succès des entreprises commerciales des zones rurales est tributaire de la rentabilité des entreprises agricoles qui les soutiennent, et les agriculteurs tirent profit à leur tour de la rentabilité des entreprises des localités rurales. Les incitatifs gouvernementaux en faveur des entreprises des milieux ruraux bénéficient indirectement aux agriculteurs, pour qui ces entreprises peuvent constituer une source de revenus à l'extérieur de la ferme.

Je tiens à vous remercier d'être venus nous rencontrer à Wiarton, au nord des portes. Je vous souhaite du succès dans vos travaux futurs, car l'âge moyen des agriculteurs ne cesse de croître. Je sais que mon fils — je crois qu'il est présent aujourd'hui — aimerait pratiquer l'agriculture. Son épouse et lui viennent tout juste d'acheter une petite ferme, mais ils doivent tous deux travailler à l'extérieur de celle-ci pour soutenir leur exploitation agricole.

Le président: Merci beaucoup, Wayne. Je suis sûr qu'on vous posera des questions sur les transferts d'une génération à l'autre. Merci.

Nous allons maintenant entendre nos derniers témoins, Harry et Leony Koelen, qui sont établis entre Chesley et Walkerton. La parole est à vous.

Mme Leony Koelen (à titre personnel): Merci à tous d'être venus nous rencontrer.

Nous sommes Harry et Leony Koelen, et nous vivons à Paisley avec nos cinq enfants. Nous avons émigré de la Hollande en 1991, sacs au dos, et avec 2000 \$. Nous avons travaillé comme employés pendant quatre ans avant d'acheter notre première ferme, à Brussels. En 1999, nous avons vendu cette ferme et nous avons déménagé à Paisley, où les terres étaient moins chères, et nous y avons construit notre première porcherie de 2700 truies. Nous avons construit une seconde porcherie comptant le même nombre de bêtes en 2003, et nous avons accumulé 1100 acres de terres au fil des ans. En ce moment, 16 employés à temps plein travaillent pour nous, et nous avons quelques employés à temps partiel.

En tant que jeunes agriculteurs qui avons commencé au bas de l'échelle, nous pouvons vous parler de bon nombre des défis que doivent relever les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui.

Le problème le plus important est l'accès à des capitaux. Il faut beaucoup de capitaux pour se lancer dans l'agriculture. C'est très difficile pour une personne qui doit se débrouiller seule, sans l'aide de sa famille. Et il est souvent très difficile de réussir même pour ceux qui sont épaulés par leur famille. Selon nous, il faudrait qu'un programme de démarrage soit mis en place pour aider les jeunes agriculteurs. Ce programme devrait prendre la forme de prêts approuvés par le gouvernement, dont les taux d'intérêt seraient nuls ou peu élevés, et dont les conditions seraient flexibles.

Les nouveaux agriculteurs qui souhaiteraient bénéficier de ce programme devraient soumettre un plan d'affaires, et leurs prévisions de trésorerie devraient être approuvées par un comité d'examen par les pairs. Il faudrait que ces programmes soient conçus de telle manière que seuls les nouveaux agriculteurs puissent en bénéficier, et qu'il n'y ait aucune faille qui permettrait à de grandes entreprises d'y recourir pour prendre de l'expansion. Personnellement, nous avons été très frustrés par le fait qu'il a été extrêmement difficile pour nous d'obtenir du financement, en dépit de nos grandes compétences dans le domaine de l'élevage du porc, alors que d'autres personnes autour de nous, qui disposaient d'avoirs considérables, obtenaient facilement des prêts avec lesquels ils bâtissaient des porcheries, bien que leur expérience dans le domaine ait été nulle. La majorité de ces gens n'ont plus leurs porcheries aujourd'hui.

M. Harry Koelen (à titre personnel): Je m'appelle Harry.

Nous pourrions parler des conditions météorologiques, du dollar canadien ou de beaucoup d'autres questions qui ont une incidence sur les jeunes agriculteurs, mais sur lesquelles le gouvernement ne peut guère avoir d'emprise. Nous essayons simplement de cerner d'autres manières de nous prêter main-forte.

Pour revenir à ce que disait Leony, je crois qu'il y avait un programme en Ontario — ou c'était peut-être un programme fédéral — qui s'appelait FarmStart. Je ne sais pas si c'était dans les années 1980 ou au début des années 1990. En fait, je crois que ce programme était en vigueur avant notre arrivée au Canada. Certaines personnes m'ont raconté que c'est la seule aide dont elles ont bénéficié à l'époque, quand elles se sont lancées dans l'agriculture.

Nous constatons par ailleurs que les jeunes agriculteurs sont souvent exclus des programmes gouvernementaux de sécurité du revenu. Il faut beaucoup de temps pour accumuler suffisamment d'années de référence. En 2008, nous n'avons rien reçu pour notre ferme de Bruce, que ce soit au titre des programmes pour le boeuf, pour le porc ou pour les cultures. Pour être entièrement admissible aux prestations, il fallait être en affaires depuis l'an 2000. Nous avons commencé à vendre des porcs en 2004, alors nous n'avons guère pu en profiter. Il était pratiquement indispensable d'avoir été en affaires pendant les huit dernières années pour être entièrement admissible au programme. Cette situation est très préjudiciable aux jeunes agriculteurs. Les jeunes agriculteurs ont davantage besoin de ces programmes que les agriculteurs déjà établis. Les jeunes ont des avoirs moindres et, ce qui est pire, c'est que cela les place dans une situation vraiment défavorable, et qu'ils deviennent moins concurrentiels par rapport aux agriculteurs établis.

Les violentes fluctuations du prix des produits sont un autre problème avec lequel les agriculteurs doivent composer. Je sais que ce problème a déjà été mentionné, mais je tiens à dire que si ces fluctuations causent des maux de tête aux agriculteurs établis, elles peuvent être fatales pour les nouveaux agriculteurs, qui doivent

composer avec une dette considérable. Un programme de gestion du risque pourrait s'avérer très utile, spécialement s'il est conçu en fonction des besoins des jeunes agriculteurs. Il faudrait que les agriculteurs y soient admissibles même s'ils n'y ont pas cotisé pendant un certain nombre d'années, et s'ils n'ont pas accumulé un nombre d'années minimum de référence.

• (0930)

Mme Leony Koelen: Que pouvons-nous faire pour amener les jeunes à s'intéresser à l'agriculture? Le grand public a une image négative de l'agriculture. Nous devons refaire l'éducation du public quant à l'origine des éléments qu'il consomme. Les écoles secondaires des milieux ruraux devraient offrir des cours d'agriculture afin d'intéresser les jeunes. Il faut démontrer à ces derniers qu'il est possible de bien gagner sa vie sur une ferme et que c'est également un excellent style de vie.

Nous devons sortir des sentiers battus. Nous devons offrir aux jeunes différentes avenues pour les aider à se lancer dans l'agriculture. Les jeunes agriculteurs ne sont pas obligés de débiter seuls, sans aucune aide. Ils peuvent acheter des parts dans une exploitation plus importante, là où ils pourront compter sur les connaissances et l'expérience des producteurs qui y sont, puis constituer petit à petit leur avoir propre.

Dans notre région, nous entendons souvent dire que les gens n'encouragent pas leurs enfants à travailler dans le secteur agricole. Nous croyons qu'il faut sensibiliser davantage les jeunes à ce domaine. En fait, il y a de nombreuses façons différentes de faire de l'argent dans ce domaine.

Grâce à Jeunes agriculteurs d'élite du Canada, nous avons eu l'occasion de rencontrer beaucoup de jeunes personnes très innovatrices qui trouvent des façons très créatives de gagner leur vie dans l'agriculture. Ils sont nombreux à être partis de zéro et à avoir bâti eux-mêmes des entreprises très viables.

M. Harry Koelen: Il y a de nombreux autres défis auxquels doivent faire face non seulement les jeunes agriculteurs mais tous les agriculteurs au Canada. Je souhaite en dire un mot.

Comme on l'a mentionné plus tôt aujourd'hui, les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous les producteurs au Canada, il y a notamment des différences entre l'Ontario et certaines autres provinces. Le Québec a le pourcentage le plus élevé du troupeau de truies du pays, mais a également le plus faible pourcentage de participation au programme de rachat, grâce à son programme Assurance-stabilisation des revenus agricoles (ASRA). Ce programme garantit aux producteurs agricoles québécois leurs coûts de production. Comment pouvons-nous, en Ontario, concurrencer une telle mesure? C'est difficile de croire qu'il y a de telles différences au niveau du soutien dans un même pays.

En outre, il semble que nos règles d'exportation sont plus rigoureuses que nos normes d'importation. Pourtant, elles devraient être semblables. De nombreux produits quittent le pays après avoir été approuvés en vertu de règles très rigoureuses alors qu'un grand nombre de produits que nous importons ne respectent ni les normes de qualité ni les règlements en vigueur au Canada.

Si les États-Unis se permettent de mettre en oeuvre une loi sur l'étiquetage indiquant le pays d'origine, la COOL, pourquoi ne pourrions-nous pas faire de même? Nous savons que le gouvernement a contesté la loi COOL, mais il faudra des années avant que l'OMC ne prenne une décision. Entre-temps, nous pourrions peut-être adopter une loi canadienne COOL provisoire.

Nous devons aussi simplifier les règles et les règlements visant le commerce avec les États-Unis et les provinces. Il y a, au Canada, trop de paperasserie administrative par rapport aux États-Unis. Le processus d'approbation des nouveaux produits chimiques pharmaceutiques est beaucoup trop long au Canada par rapport à celui des États-Unis. Nous savons que ces produits doivent être vérifiés, mais ne pourrait-on pas accélérer un peu le processus?

Il faudrait peut-être aussi songer à appuyer la gestion de l'offre lors des négociations portant sur le libre-échange. On pourrait peut-être obtenir qu'elle soit exclue des accords de libre-échange visant d'autres produits agricoles. Pour sauver un secteur, nous nuisons à beaucoup d'autres. Il y aurait peut-être des compromis à faire à ce niveau.

Le gouvernement n'a pas à garantir un revenu à ses agriculteurs, mais il doit s'assurer d'adopter des lois et des politiques adéquates ainsi que des règles de jeu uniformes pour leur permettre de gagner leur vie.

Merci encore de me donner l'occasion de m'adresser à vous.

• (0935)

Le président: Merci beaucoup, Harry et Leony.

Vous avez mentionné le programme Jeunes agriculteurs d'élite. Afin que tout le monde soit au courant, j'aimerais signaler que vous avez gagné ce prix il y a trois ans, n'est-ce pas Harry et Leony?

M. Harry Koelen: C'était en 2006.

Le président: Ce prix vous honore et en dit long sur vos réalisations.

Passons maintenant aux questions.

À titre d'information, sachez que nos débats sont transmis directement à Ottawa au fur et à mesure. Si vous êtes plus habiles que moi avec un ordinateur, demain matin, vous pourrez en prendre connaissance dans le hansard de la Chambre des communes. Les témoignages d'aujourd'hui y figureront, si tout va bien.

Sans plus tarder nous allons donner la parole à M. Valeriotte pour cinq minutes.

M. Francis Valeriotte (Guelph, Lib.): Merci Larry.

Tout d'abord, je veux remercier chacun d'entre vous d'être venu témoigner devant ce comité. Je sais que vous avez dû retrancher du temps précieux à votre horaire pour être ici alors que nous savons très bien que vous avez d'autres responsabilités qui vous attendent.

Nous avons voyagé partout au Canada, dans chacune des provinces de l'Ouest et, je dois le dire, ce voyage a été très instructif.

Vous êtes optimistes et je vous en félicite, mais d'après les témoignages que j'ai entendus, la situation n'a rien de réjouissant.

Nous, ici présents, avons entendu des témoins de l'Ouest dire que si nous ne réglons pas cette situation de façon efficace, rapide et responsable — beaucoup plus que de simples modifications à quelques programmes — que si nous ne procédons pas à un examen complet de nos lois et nos programmes en matière d'agriculture, des accords de libre-échange jusqu'au programme AgriStabilité en passant par chacune des autres initiatives, alors nous assisterons à la transformation de nos régions rurales en villes fantômes.

Keith, vous avez vraiment été trop poli; je vous remercie. Mais je crois que vous devez exiger davantage de nous en tant que membres du Parlement. Vous devez faire pression et demander plus. Vous avez droit à plus.

Greg, je comprends votre point de vue au sujet de l'étiquetage des aliments et cela m'énerve que la plupart des gens ne s'intéressent

qu'au prix. Il y a une certaine partie de la population qui est toute disposée à acheter des produits canadiens. Malheureusement, la première chose dont on tient compte c'est le prix.

Selon les témoignages entendus partout dans la province et ceux d'aujourd'hui, il est surtout question de la nécessité de corriger nos programmes de gestion des risques de l'entreprise, de l'obstacle que représente le coût des terres et du manque d'harmonisation entre les règlements et les processus d'approbation. Harry a abordé ces aspects. Nous avons également parlé des lois sur la concurrence qui permettent à certains secteurs de notre industrie de se regrouper, qu'il s'agisse des fournisseurs d'intrants agricoles comme les engrais, des transformateurs, etc. En fait, il y a tellement d'éléments qui ne sont pas efficaces que seule une refonte totale pourra donner la vraie mesure de la gravité du problème.

J'aimerais parler des lois sur la concurrence. Au Canada, ces lois ne servent qu'à protéger contre la fixation des coûts. Elles ne permettent pas le fractionnement d'importantes entreprises, comme le font celles en vigueur aux États-Unis.

Est-ce qu'il y a parmi vous quelqu'un qui peut commenter la nécessité d'adopter une loi qui nous permettrait de s'attaquer à ces importantes entreprises regroupées qui nous obligent à accepter les prix fixés? Est-il nécessaire de corriger ces lois?

Est-ce que quelqu'un a des commentaires à faire sur le sujet?

M. Keith Kirk: J'aimerais prendre la parole à ce sujet.

Dans l'industrie du boeuf, il y a, en Ontario, un joueur incontournable, c'est la compagnie Cargill. En Ontario, nous avons l'habitude d'avoir le prix du boeuf le plus élevé sur le marché des bovins gras parce que dans un rayon de 400 ou 500 milles il y a un groupe très important de consommateurs de ce produit. Cet hiver, le prix de la vache grasse est tombé au plus bas. En fait, le prix des vaches était nettement plus élevé aux États-Unis, tout comme dans l'Ouest.

Je connais certains des acheteurs qui travaillent pour ces entreprises. Je leur ai demandé pourquoi une telle situation s'était produite. Ils m'ont répondu qu'ils avaient vu la situation évoluer, tout en ajoutant qu'elle n'était pas censée se produire. Ils ont décidé de régler le problème de la façon suivante: au lieu de majorer notre prix au niveau où il devrait être, ils entendent baisser le prix en vigueur dans l'Ouest.

J'ai surveillé les prix et c'est exactement ce qu'ils ont fait. Ils ont réduit le prix dans l'Ouest. Notre prix a légèrement augmenté, ce qui fait que les deux prix s'égalisent. Actuellement, les entreprises de conditionnement font pas mal d'argent, encore faut-il les amener à partager les profits avec nous... et je ne sais pas pourquoi elles refusent de le faire. Je sais que l'entreprise Cargill souhaite investir davantage dans son établissement situé à Guelph, mais à moins de pouvoir compter sur quelques producteurs de boeuf ici en Ontario, cette décision ne fait aucun sens. C'est un peu comme l'oeuf et la poule. Nous avons besoin de ces entreprises, mais elles ont aussi besoin de nous. Il faut trouver un équilibre. Toutefois, elles sont trop puissantes, nous ne pouvons pas nous mesurer à elles.

• (0940)

M. Francis Valeriotte: Est-ce que d'autres personnes veulent commenter l'un ou l'autre de ces aspects?

Passons maintenant au volet éducation. Hier matin, nous étions à l'Université de Guelph. Ils nous ont parlé des techniques enseignées aux jeunes agriculteurs, non seulement en matière d'agriculture mais il a été également question de diversification et d'autres choses du même genre.

Lorsque j'exerçais le droit, chaque année, je suivais des cours de perfectionnement pour m'assurer de toujours être au courant des dernières lois et des nouvelles techniques et technologies à intégrer à ma pratique. Y en a-t-il parmi vous qui suivez ce genre de programmes qui permettent de vous familiariser avec la diversification des processus ou de la production sur la ferme? Y en a-t-il parmi vous qui êtes intéressés à suivre ces programmes?

Harry.

M. Harry Koelen: En fait, nous cherchons toujours à nous diversifier. Pour nous qui travaillons dans l'industrie du porc, les dernières années ont été plutôt difficiles, alors nous cherchons toujours à diversifier nos activités.

Au fil des ans, ce n'était pas une bonne idée... L'élevage des truies nous a toujours permis de gagner plus d'argent, mais au cours des dernières années, l'histoire a été bien différente. Alors, nous entendons profiter des nouveaux programmes d'énergie solaire et installer un certain nombre de panneaux solaires.

Oui, nous sommes toujours à l'affût d'autres possibilités.

Mme Leony Koelen: Je dois dire que, pour nous, envisager la possibilité de diversifier les activités, cela veut dire moins de temps à consacrer aux activités actuelles, n'est-ce pas? Alors, acquérir d'autres truies a toujours été plus profitable que s'adonner au naissage-engraissage, parce que cela nous permettait de mener de front plusieurs activités différentes. C'est plus simple d'augmenter le troupeau de truies. La diversification exige que l'on aborde les choses selon des perspectives différentes.

Le président: Dylan, vous avez levé la main?

M. Dylan Jackson: Notre ferme est depuis un bon bout de temps une ferme d'élevage bovin. Il y a quelques années, je crois que j'avais 12 ans, j'ai acheté des moutons. Je me suis diversifié avec le mouton.

Bien sûr, c'est une diversification, mais je ne crois pas que cela ait changé grand-chose. Il faut toujours se procurer, à grand prix, les aliments pour animaux, de l'équipement agricole, bref toutes les dépenses sont liées à l'exploitation agricole. C'est une question de prix. On en vient donc à l'essentiel: le prix que l'on obtient à la vente du bétail. Si on ne reçoit aucune subvention ou si le prix obtenu n'est pas supérieur aux dépenses faites pour élever les animaux en question, cela n'en vaut pas la peine.

Le président: Merci Frank.

Nous passons maintenant à Mme Bonsant pour cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Bonjour à vous.

Monsieur Ferris, vous avez parlé de trois choses concernant les fermes intergénérationnelles: le financement, les communications et la gestion. Je suis d'accord avec vous en ce qui a trait aux communications. Par contre, je ne suis pas d'accord avec M. Valeriotte au sujet de l'étiquetage. Je crois que l'on devrait vraiment avoir un bon étiquetage.

Je parle du Québec, parce que je ne connais pas le domaine de l'agriculture en Ontario. Le gouvernement québécois fait une publicité ayant pour thème « Mettez le Québec dans votre assiette! ». Ce faisant, il encourage l'achat local. Il explique au gens que l'agriculture est importante. On parle souvent de souveraineté alimentaire. Depuis deux ou trois ans, le programme fonctionne. Les jeunes de la génération de mes filles lisent les étiquettes pour savoir ce que contient le produit. Beaucoup d'enfants ont des allergies.

Nous ne voulons pas que les producteurs mettent leurs recettes sur les étiquettes, mais qu'ils y inscrivent la provenance du produit.

En ce qui concerne l'étiquetage, je suis d'accord avec vous, monsieur Jackson, il est nécessaire. Il y a en effet des gens qui s'arrêteront au prix du produit, mais d'autres regarderont surtout sa qualité. J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet, monsieur Jackson.

J'ai fait le tour de mes fermes. Vous dites que vous n'avez pas eu beaucoup pour un boeuf. Une de mes amies a reçu un chèque de 2 ¢ pour avoir vendu sa vache. Elle a fait encadrer son chèque de 2 ¢ et l'a accroché au mur. Chaque fois que j'entre chez elle, à la ferme, et que je le vois, je trouve ça très drôle.

Selon vous, quel soutien supplémentaire votre gouvernement devrait-il vous apporter afin de vous permettre de survivre la tête en dehors de l'eau? Je ne m'adresse pas qu'à vous. Si quelqu'un d'autre a de bonnes suggestions, je suis très ouverte à ces suggestions.

● (0945)

[Traduction]

M. Dylan Jackson: Eh bien, je ne suis pas sûr de la façon de subventionner quelqu'un, mais peut-être qu'il pourrait y avoir un genre de prix garanti à l'encan. S'il était possible de prévoir à quel prix la livre se vendra un animal, il serait alors possible de calculer le prix que l'on peut payer pour acquérir cet animal.

[Français]

Mme France Bonsant: Vous voulez dire qu'il est important que la gestion de l'offre soit maintenue.

[Traduction]

M. Dylan Jackson: Oui.

[Français]

Mme France Bonsant: On se bat à propos de la gestion de l'offre, car on sait qu'il s'agit d'une garantie minimale pour les agriculteurs. Cela n'aide pas les producteurs de porc. Néanmoins, on se bat vraiment beaucoup pour maintenir la gestion de l'offre de façon à garantir aussi votre survie. Voilà pourquoi je suis bien contente d'entendre dire qu'il n'y a pas que le Québec qui se bat pour la gestion de l'offre, mais qu'il y a vous, aussi. Il faut absolument la protéger.

[Traduction]

M. Wayne Ferris: L'avantage de la gestion de l'offre, c'est qu'elle comporte un niveau de production obligatoire. Je crois que le problème de l'industrie du boeuf, c'est qu'il y a eu offre excédentaire et qu'il est très difficile d'utiliser l'argent des contribuables pour soutenir une industrie qui exporte autant.

Je crois qu'augmenter les exportations de certaines industries est la solution, mais encore là, la loi COOL nuit grandement à la mise en oeuvre d'une telle mesure.

[Français]

Mme France Bonsant: Je suis d'accord avec vous, mais beaucoup de gens pensent que la gestion de l'offre est subventionnée par le gouvernement. Ce n'est pas vrai. La gestion de l'offre n'a jamais été subventionnée par le gouvernement. Je crois que les gens ne sont pas bien informés, pour ne pas utiliser le terme « mal informés ». C'est pour ne pas avoir de surproduction et ne pas faire de dumping, comme les autres pays.

Monsieur Robertson, vous avez visité d'autres pays. Comment le Canada peut-il subventionner à long terme l'exportation de son agriculture quand les États-Unis, la Chine, l'Argentine donnent des subventions? Comment le Canada, qui n'est pas subventionné par son gouvernement, peut-il concurrencer ces pays? Monsieur Robertson, vous êtes allé au Moyen-Orient. Comment peut-on concurrencer l'Argentine, le Brésil et d'autres pays?

[Traduction]

M. Ray Robertson: J'aimerais croire que nous sommes en mesure de concurrencer. Ainsi, nous connaissons très bien les coûts de production des fourrages aux États-Unis et dans certains autres pays. D'ailleurs, nos coûts de production correspondent assez bien à ceux des États-Unis, en fait, ils sont légèrement inférieurs. Toutefois, nos frais d'expédition et nos frais portuaires sont beaucoup plus élevés. Nous avons en main les chiffres en question et nous pouvons toujours discuter de la possibilité de mener ou non une étude pour confirmer le tout. Cependant, nous devons nous attaquer à ce problème et le faire assez rapidement.

Par ailleurs, si nous parlons concurrence, je crois que le Canada peut se mesurer aux autres pays en tout temps du point de vue des coûts de production.

Le président: Leony, voulez-vous ajouter quelque chose?

Mme Leony Koelen: Oui.

En ce moment, je pense qu'il est très difficile d'être compétitif vu que le dollar canadien est au pair. Nous avons vu nos prix fléchir d'environ 30 p. 100, sinon plus, au cours des cinq dernières années uniquement en raison de la valeur du dollar canadien. Il n'y a pas grand chose que le gouvernement puisse faire à ce sujet.

Le président: Très bien, je vous remercie.

Votre temps est écoulé.

Avant de donner la parole à M. Allen, je voudrais faire remarquer que la galerie est presque pleine. Les gens sont venus en grand nombre assister à nos travaux; on n'en a jamais vu autant dans les autres provinces. Ça fait plaisir à voir et c'est révélateur du grand intérêt que suscite le sujet ici.

Malcolm Allen, vous avez cinq minutes.

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous de votre présence ici aujourd'hui.

J'aimerais en savoir davantage au sujet des personnes qui sont un peu plus jeunes que certains d'entre nous, puisque nous parlons aujourd'hui à de jeunes agriculteurs. C'est rafraîchissant de voir des jeunes en agriculture.

Monsieur et madame Koelens, étiez-vous agriculteurs avant de venir au Canada?

• (0950)

Mme Leony Koelen: Non.

M. Malcolm Allen: Non? Vous avez donc commencé quand vous êtes arrivés ici. Vous ne venez pas du milieu agricole ou de familles agricoles?

M. Harry Koelen: Mon père était briqueteur et il possédait quelques vaches et 12 acres de terrain.

M. Malcolm Allen: Vous auriez dû amener votre père avec vous, parce que nous avons besoin de briqueteurs également.

Des voix: Oh, oh!

M. Malcolm Allen: Essayer de trouver un briqueteur est comme essayer de trouver un bon agriculteur.

Mme Leony Koelen: Ma famille venait du milieu agricole, mais la ferme familiale a été brûlée par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale.

M. Malcolm Allen: Je vois.

Votre cas est intéressant parce que vous êtes une jeune famille novice en agriculture. Les deux jeunes personnes assises plus loin à la table viennent de familles agricoles. C'est le cas de la plupart des agriculteurs de ce pays, dirons-nous, ou du moins en Ontario; le métier tend à se transmettre d'une génération à l'autre.

Permettez-moi de vous poser quelques questions à propos de vos amis qui ne sont pas agriculteurs. Pendant vos années d'école, vous deviez avoir beaucoup d'amis dont les familles n'étaient pas forcément du milieu agricole. Avez-vous déjà parlé d'agriculture avec eux? Qu'est-ce qu'ils pensaient de cette activité? Qu'est-ce qu'ils vous en disaient? N'ayez pas peur de répondre franchement; s'ils disaient simplement: « Êtes-vous fous? », cette réponse figurera sans problème au compte rendu.

M. Dylan Jackson: Eh bien, ceux avec qui j'en parlais à l'école et qui ne venaient pas du milieu agricole n'en connaissaient pas grand chose personnellement. J'essayais de leur faire voir de quoi il s'agissait, mais ils n'en savaient pas grand chose. Ils nous demandaient pourquoi nous faisons ça. Ils nous disaient de laisser tomber et nous demandaient pourquoi nous dépensions autant d'argent pour rien. C'est comme ça qu'ils raisonnaient, en tout cas.

M. Greg Ardiel: Ça ressemble beaucoup à ce qu'on entend chez nous. L'agriculture est très mal connue.

Certains de mes amis en sont venus avec les années à s'y intéresser et à s'y impliquer davantage. Ils l'aiment bien comme mode de vie et comme carrière, mais c'est si incroyablement difficile d'y entrer quand on considère les coûts d'établissement.

Pour moi, si l'agriculture est transgénérationnelle, c'est dans une large mesure en raison de la difficulté qu'il y a à mettre sur pied sa propre entreprise agricole: il est pratiquement indispensable d'avoir le soutien de sa famille pour acquérir la terre et l'équipement et faire face aux premiers coûts d'exploitation. Ça fait beaucoup trop de choses à assumer en une seule fois.

M. Dylan Jackson: La tâche serait impossible pour quiconque ne viendrait pas d'une famille agricole. Il serait incapable financièrement d'acheter la ferme, la machinerie, les vaches et tout le reste, et réaliser ensuite ce rêve, parce qu'on n'a jamais fini de payer. Ça s'est déjà vu, mais ce n'est pas une occupation dont on peut dire: « Moi, je me lance en agriculture, je vais faire un peu d'argent tout en m'amusant à travailler ». Ce n'est pas comme ça que ça marche.

M. Malcolm Allen: Si c'était la même chose partout, dans le sens que... Ce que je veux dire, c'est qu'il y a beaucoup de transferts intergénérationnels d'entreprises des parents, qui sont propriétaires de l'entreprise, à leurs enfants, qui prennent leur relève. C'est ce qui se produit dans le secteur manufacturier ou dans d'autres secteurs de transformation, où le rendement sur l'investissement est de beaucoup supérieur.

Ma question est très hypothétique, mais si le rendement sur l'investissement dans la ferme approchait celui des domaines d'activités de ce genre, croyez-vous possible que les jeunes de votre âge — ma question s'adresse à vous également, Harry et Leony — voient dans l'agriculture une entreprise dans laquelle ils voudraient se lancer? On voit effectivement des jeunes gens se lancer dans des secteurs d'activités dans lesquels le rendement sur l'investissement est raisonnable. Croyez-vous que des gens seraient intéressés par l'agriculture s'il y avait un certain retour sur l'investissement, ou bien sont-ils simplement rebutés par le mode de vie et étrangers au domaine de l'agriculture, un point, c'est tout?

M. Dylan Jackson: D'après moi, s'il y avait un retour sur l'investissement, beaucoup se diraient probablement que c'est une bonne occupation qui peut être intéressante, et ils pourraient alors la choisir. D'après moi, c'est probable.

Mme Leony Koelen: Oui, nous le pensons également, mais nous croyons également que le jeune agriculteur doit penser autrement, vu la difficulté de la tâche. Pour y arriver, il faut penser de façon créative.

Pour parler de notre situation, quand nous nous sommes présentés à la banque, on ne nous a pas tout simplement allongé de l'argent. Il a fallu négocier beaucoup et faire preuve de beaucoup de créativité. Aucune de nos familles ne voulait avoir quoi que ce soit à faire avec notre projet, et nous avons donc dû emprunter des fonds sur le marché privé au taux de 19 p. 100, et être créatifs. Mais nous y sommes finalement parvenus. Je ne suis pas en train de dire que tout le monde peut faire la même chose, mais vu la difficulté de la tâche, il faut penser autrement.

M. Harry Koelen: Ce n'est pas facile. Nous ne l'avons pas eu facile ces dernières années, mais ce n'est pas impossible. La tâche peut paraître impossible, mais vous devriez assister à l'une des assemblées que les Jeunes agriculteurs d'élite tiennent à l'occasion en Ontario: vous rencontreriez des jeunes gens qui ont mis sur pied leur entreprise à partir de rien.

Cette année, nous avons accueilli une fille de la ville, de Kitchener-Waterloo, qui n'avait aucun, mais aucun antécédent agricole. Elle a acheté sa propre petite ferme et commencé à élever des chèvres, à mettre en marché ses propres produits, à fabriquer son propre fromage dans sa petite fromagerie à même la ferme. Elle transformait elle-même pratiquement tous ses produits. Moyennant un investissement relativement modeste, elle gagnait assez bien sa vie.

Il faut parfois faire preuve de beaucoup de créativité. On ne peut pas penser faire exactement comme papa et grand-papa faisaient. Nous n'avons probablement pas le choix d'être très créatifs. Ça peut paraître impossible, vu le prix des biens actuellement... Oui, c'est vraiment difficile. Nous avons probablement eu la chance également d'arriver au bon moment. Tout est là. Si vous êtes au bon endroit au bon moment, le succès est assuré. Si nous étions arrivés deux ou trois ans plus tôt, notre projet ne se serait pas réalisé. Quelques années plus tard et c'était la catastrophe également.

Donc, je ne dirais pas c'est impossible. J'encourage certainement les jeunes agriculteurs. Quand j'entends des gens décourager leurs fils et leurs filles de se lancer en agriculture, je leur dis toujours que quand on veut, on peut. Ce n'est pas facile, mais ce n'est pas impossible.

• (0955)

Le président: Merci.

Wayne, avez-vous un commentaire à formuler?

M. Wayne Ferris: Oui.

Au niveau de la déclaration de revenu des petites entreprises et des agriculteurs, il n'y a pas de séparation entre le volet personnel et le volet affaires de l'agriculteur. Je suppose que dans les petites entreprises, quand les enfants mettent la main à la pâte, on leur verse un salaire, ce qui ne se voit pas dans la communauté des agriculteurs. Cela tient au fait qu'il n'y a pas suffisamment d'argent pour verser un salaire aux enfants. Mais pour moi, c'est... encore une fois, c'est un travail qui tient occupé 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Les heures de travail des enfants ne sont pas fixées par convention et je suppose que, pour la planification de la relève, il faut consacrer davantage d'énergie à la séparation du volet personnel et du volet familial par opposition au volet des opérations.

Je crois qu'il a été question de programmes, précédemment. Keith a fait allusion au programme Développement des collectivités, mis sur pied par le gouvernement fédéral, qui prévoyait des fonds pour l'éducation et qui était assorti de prévisions des mouvements de trésorerie, et ainsi de suite. Ça c'était un bon programme.

Le président: Bien. Merci.

Je donne maintenant la parole à monsieur Lemieux, pour cinq minutes.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence ici. Nous avons eu une intéressante période de discussion.

Permettez-moi de dire pour commencer que je ne partage pas le point de vue de Francis. À en juger par les propos entendus autour de cette table aux différentes étapes de notre circuit, malgré certains sujets de préoccupation réels eu égard à l'agriculture, la vie rurale telle que nous la connaissons n'est pas au bord de l'extinction. Les agriculteurs auxquels nous avons parlé sont capables de rebondir, ils travaillent fort et ils gardent espoir.

Sans doute les temps ont-ils été vraiment difficiles pour certains produits. Le boeuf et le porc me viennent spontanément à l'esprit. Mais d'autres denrées n'ont connu que les hauts et les bas normaux d'un secteur donné; c'est le cas du grain et des oléagineux, par exemple.

En fait, j'ai été impressionné par certaines des mesures d'accroissement de la productivité qui ont été prises. Si les agriculteurs pensaient vraiment que c'est la fin de l'agriculture, ils n'investiraient pas dans la croissance ou dans l'augmentation de la productivité, dans la mise en oeuvre de nouvelles technologies et dans l'innovation axée sur une amélioration des pratiques agricoles.

Ce que vous dites en fait, Harry, c'est que, d'une certaine manière, vous appuyez ceux qui incitent leurs jeunes à pratiquer l'agriculture, ceux qui, loin de les décourager, les encouragent, au contraire.

Cela dit, nul doute que des mesures doivent être prises par le gouvernement, par les Canadiens dans leur ensemble et par les groupes agricoles, pour encourager les jeunes.

Ce qui nous ramène à ce que Wayne disait, je crois, à savoir que la stabilité financière et la rentabilité sont deux facteurs clés...

M. Wayne Ferris: J'ajouterais qu'il n'est pas nécessaire que les bénéfices soient aussi importants que dans d'autres secteurs: il existe un désir bien réel de pratiquer l'agriculture.

M. Pierre Lemieux: Vous avez raison. C'est absolument vrai.

M. Wayne Ferris: Je pense que la jeune génération est disposée à accepter un revenu moindre du moment qu'elle peut se réjouir de savoir qu'elle peut avoir le mode de vie qu'elle souhaite.

•(1000)

M. Pierre Lemieux: Tout à fait d'accord.

C'est Keith ou Wayne, je crois, qui a expliqué que les programmes gouvernementaux ne peuvent tout régler. Je suis d'accord, mais ils ont néanmoins un rôle important à jouer.

Combien d'entre vous sont membres d'associations d'agriculteurs et, à votre connaissance, est-ce qu'elles prennent des initiatives pour encourager les jeunes agriculteurs?

L'une d'elles me vient à l'esprit. Sans connaître tous les détails, je crois que les Producteurs laitiers de l'Ontario ont mis sur pied un programme qui consiste essentiellement à accorder un quota de bonne taille à un nouveau venu en agriculture. Le jeune présente une demande au titre de ce programme et on lui alloue un quota. On lui accorde de 10 à 15 ans pour acquérir le quota, mais on le lui donne afin qu'il puisse commencer à pratiquer la production laitière.

Savez-vous s'il y a, au niveau des associations d'agriculteurs, d'autres initiatives analogues qui ont été lancées ou qui pourraient l'être, pour que les jeunes se lancent en agriculture plus tôt?

M. Wayne Ferris: Mon fils a présenté une demande à la Commission ontarienne de commercialisation du lait. Sa demande a été retenue et il a obtenu un quota de 12 kilos. Il n'a rien à payer pour le quota, après cinq ans, il doit retourner un kilo et il est censé acheter à ce moment-là. C'est un programme de 17 ans, ce qui lui donne une certaine stabilité. Je pense qu'il y a eu 10 quotas alloués en Ontario.

Je suis également membre de l'Association canadienne des conseillers agricoles. L'Association offre un bon nombre de cours de planification de la relève et elle compte des sections dans toutes les régions du Canada. On peut dire qu'il s'y fait beaucoup d'éducation pour encourager les jeunes agriculteurs.

Le président: Pour votre gouverne, Pierre, au cours de la prochaine séance, à 10 h 30, nous devrions accueillir une personne du groupe des Producteurs laitiers; vous pourrez en parler avec elle.

M. Pierre Lemieux: Oh, oui; en fait, vous avez visé juste. Ce que je me demande, c'est s'il y a d'autres groupes ou associations d'agriculteurs qui ont pris des initiatives similaires.

Y a-t-il quelqu'un ici qui sait si des initiatives semblables ont été prises dans d'autres secteurs pour encourager les jeunes à s'impliquer? Est-ce quelque chose qu'il faudrait encourager?

C'était simplement une question ouverte, parce que je sais ce qui se fait du côté des producteurs laitiers, mais j'ignore s'il y a d'autres secteurs agricoles qui font de même.

Le président: Ray, pouvez-vous nous dire quelque chose à ce sujet?

M. Ray Robertson: En réalité, je ne saurais dire ce que font les autres groupes de producteurs; je sais que dans certains secteurs, par exemple celui des chèvres laitières, c'est fou. J'ai fait allusion plus tôt à quelqu'un qui se lançait dans la production laitière caprine. C'est un secteur qui connaît une énorme croissance. Ça semble fonctionner très bien. Il ne faut pas énormément d'argent pour commencer la production et il n'y a pas de quotas. C'est un marché en pleine expansion, et l'Ontario est probablement la province la mieux placée pour ça, étant donné les communautés ethniques situées dans la région du grand Toronto, à Brampton et à Mississauga. La plupart d'entre nous ferions partie de la vaste minorité là-bas. Ces gens étaient tous habitués à boire et à manger des produits caprins dans leur pays natal, alors je crois que ce marché est immense et qu'il est

loin d'être exploité à son plein potentiel. Ce secteur est donc en croissance.

À titre d'exemple, nous organisons à chaque mois de janvier la semaine des agriculteurs de Grey Bruce. Le programme caprin dure maintenant une journée entière, et plus de 100 producteurs — et aspirants producteurs — y participent. La croissance a été fulgurante. Il y a trois ans à peine, lorsque nous avons proposé que le programme dure toute une journée, on nous a dit que ça ne fonctionnerait jamais, mais nous sommes quand même allés de l'avant avec ce projet et le succès a été colossal. Nous percevons donc une croissance dans ce secteur.

Je crois que l'industrie ovine — je suis certain qu'il y aura éventuellement ici quelqu'un de cette industrie — se porte relativement bien. Cette industrie pourrait probablement prendre de l'ampleur. J'entends constamment dire que l'approvisionnement en produits ovins n'est pas constant. Je sais qu'il y a quelqu'un à qui je parlerai tantôt — en fait, dans environ trois quarts d'heure — qui adorera être ici pour vous en parler. Il a récemment été cité dans la presse et disait qu'il y avait un réel besoin pour ce type de chose.

La dernière chose dont je veux parler, en ce qui concerne les programmes gouvernementaux, c'est Cultivons l'avenir. Le ministère joue un rôle important dans ce programme. J'ai cependant certaines critiques à faire concernant la manière dont le programme a été créé. Il est toujours décalé de sept ou huit mois, et les retards ne cessent de s'accumuler. Nous devons envoyer notre formulaire pour une certaine date, mais il s'écoule de nombreux mois avant que nous recevions quelque chose. Les agriculteurs sont censés prévoir — et ils doivent le faire —, mais c'est difficile. Cette année, le financement a été réduit à un point tel que le tiers des producteurs de Grey County qui ont demandé le financement à frais partagés ont reçu hier une lettre leur disant qu'il ne restait plus d'argent et qu'ils n'obtiendraient pas de financement. Ces gens mettent 70 p. 100 et parfois 50 p. 100 de leur argent là-dedans, mais cet incitatif à frais partagés n'est pas là pour les aider à apporter des améliorations environnementales à leur ferme.

Je dois donc blâmer le gouvernement, qui a ainsi réduit le financement. Tout le monde trouvait son compte avec ce programme. C'était avantageux pour l'agriculteur, pour le consommateur, et aussi pour le gouvernement, qui en retirait beaucoup de publicité positive.

Je pense que le gouvernement a fait complètement fausse route cette fois en coupant ce financement. Normalement, le financement était suffisant, mais cette année, il a été réduit considérablement, et, comme je l'ai dit, dans Grey County seulement, le tiers des demandeurs, même s'ils ont envoyé leur demande dans les deux semaines suivant le début du programme, n'ont rien reçu parce qu'il ne restait plus d'argent — et c'était premier arrivé premier servi.

C'est assez difficile à avaler pour beaucoup de gens. Je sais qu'il y a des personnes dans cette salle qui ont aussi fait les frais de cette réduction.

•(1005)

Le président: Merci.

Passons maintenant à M. Valeriote.

M. Francis Valeriote: Merci encore.

Ce que j'ai aussi entendu au cours de la dernière semaine et ce que j'entends maintenant, c'est qu'il y a une réelle volonté de demeurer sur la ferme, un véritable amour de la vie agricole, mais que de nombreux agriculteurs sont incapables d'en vivre.

L'un des faits qui m'a réellement donné un coup la semaine dernière était que 65 p. 100 des agriculteurs de moins de 35 ans avaient quitté l'industrie au cours des 10 dernières années parce qu'ils ne pouvaient en vivre.

Je suis désolé de continuer à évoquer le côté sombre de tout cela, mais si nous minimisons ou nions les faits, je crois que nous allons découvrir, comme l'a dit un agriculteur la semaine dernière, que l'industrie est en plein déclin. Ça m'inquiète. Je ne veux pas qu'on pense qu'il faut seulement modifier quelques programmes pour que tout aille bien, parce que ce n'est pas le cas. En fait, l'un des intervenants a dit que nous ne serions pas en train de parcourir le pays pour nous pencher sur l'avenir de l'agriculture au Canada si nous n'étions pas en crise.

Wayne, j'ai vraiment aimé votre idée de permettre aux terres agricoles d'être exclues des sociétés d'exploitation agricole, afin qu'elles puissent être distribuées lors d'un départ à la retraite ou d'un décès. Quelqu'un a parlé la semaine dernière d'un programme de jumelage pour les agriculteurs retraités qui n'ont pas de famille et qui désirent participer aux activités d'exploitation agricole.

J'ai suivi cette piste un peu plus loin en suggérant que les mesures fiscales avantageuses qui existent pour la planification de la relève au sein des familles puissent peut-être s'étendre aux personnes qui ne font pas partie de la famille, ce qui pourrait contribuer à sauver nos fermes. Avez-vous un commentaire à faire là-dessus?

M. Wayne Ferris: Oui, et je suppose que ça fait suite à mon commentaire sur le fait que nous devrions être en mesure de transférer la ferme à nos frères et soeurs, ainsi qu'à nos neveux et à nos nièces, dans la mesure où ils continuent en agriculture. Je pense que ça ne devrait pas servir d'abri fiscal ou d'autre chose de cette nature, mais que pour encourager l'agriculture, nous devons donner libre cours à notre imagination, comme quelqu'un l'a dit plus tôt, et faire preuve d'un peu d'innovation.

L'autre domaine dans lequel je crois qu'il y a beaucoup de travail à faire, c'est la commercialisation; il pourrait peut-être y avoir, en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, des crédits d'impôt à l'investissement pour la transformation, l'emballage, bref, le genre de choses qui donnent aux produits une valeur ajoutée qui revient à l'agriculteur.

M. Francis Valeriote: Exact.

Greg, je crois que vous avez parlé de Financement agricole Canada et du fait que les possibilités qu'ils offrent sont de plus en plus limitées en raison du manque d'actifs à mettre en gage et du manque d'expérience. Les représentants des banques ont comparu devant nous à Ottawa il y a deux ou trois semaines, et ils nous ont assurés qu'ils appuyaient entièrement les agriculteurs et tout ça, ce que nous avons bien sûr pris pour argent comptant.

Quelle a été votre expérience avec les banques? Se sont-elles empressées de vous prêter l'argent dont vous aviez besoin? Soyez sincère.

M. Greg Ardiel: En ce moment, c'est relativement positif. Mon père a dû cautionner mon prêt, mais je fais affaire avec la Banque TD et ils ont été très bien.

Lorsque nous nous sommes adressés à Financement agricole Canada, ils nous ont répondu que nous ferions mieux de passer par notre banque locale, parce qu'ils ne peuvent rien offrir aux jeunes agriculteurs s'il n'y a pas d'actifs en garantie, même si le prêt est cautionné par un parent. Ça ne les intéressait pas.

•(1010)

M. Francis Valeriote: Y a-t-il quelqu'un d'autre qui veut partager son expérience, négative ou positive?

M. Dylan Jackson: Les gens de la banque sont heureux de nous fournir l'argent, comme toute autre banque. On peut obtenir de l'argent.

Je ne dénigre pas les programmes qu'offre le gouvernement, mais nombre d'entre eux... nous pourrions simplement nous adresser à la banque pour obtenir l'argent. Je pense que c'est plus important qu'investir dans un autre programme.

M. Francis Valeriote: Oui.

Mme Leony Koelen: Je pense qu'on n'accorde pas assez de crédit à l'expérience et aux études. Comme nous l'avons dit, toutes ces grandes porcheries en 1997... les gens ne savaient rien sur les porcs, alors ils ont tous fait faillite ou vendu leur ferme, alors que nous qui revenions en tant que jeunes agriculteurs, nous avions assez d'éducation et nous avions fait nos preuves sur le terrain, mais c'était presque impossible pour nous d'emprunter de l'argent.

M. Harry Koelen: On n'accorde aucun crédit à cela. On obtient le même taux que Jos Bleau en bas de la rue qui ne sait rien du milieu agricole et qui veut juste y investir de l'argent.

Mme Leony Koelen: La prévision de nos liquidités est beaucoup mieux, parce qu'il y a cette marge de production supplémentaire, n'est-ce pas? Ils ne regardent pas ça.

M. Francis Valeriote: Puis-je vous demander...

Le président: Frank, votre temps est écoulé, mais, Keith, je pense que vous vouliez faire un commentaire.

M. Keith Kirk: Dans les années 1980, de nombreux agriculteurs avaient des ennuis. Il y avait une association de fermes survivantes. Gary Gurbin, qui était alors député, a créé le Bureau d'examen de l'endettement agricole, et j'y ai travaillé en tant que membre agriculteur. Mon respect pour les banques s'est rapidement dégradé pendant ce temps. Des sales tours étaient joués des deux côtés, mais les agriculteurs perdaient leurs fermes, et il en était de même pour leurs parents, qui allaient perdre leurs fermes parce qu'ils s'étaient portés garants. Les banques ont aussi fait de sales coups. Ces sociétés commencent toutes par s'occuper d'elles-mêmes avant de s'occuper des autres.

Le président: Merci.

Passons maintenant à M. Shipley, pour cinq minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Je crois que M. Lobb est prêt.

Le président: Oh, monsieur Lobb. C'est ma faute. J'aurais dû regarder la liste des intervenants.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Merci, monsieur le président. Je pense que c'est la première fois que vous m'appelez M. Lobb.

Des voix: Oh, oh!

Le président: C'est exact.

M. Ben Lobb: Ma première question est pour Greg et Dylan.

Dylan, vous êtes toujours à l'école secondaire, n'est-ce pas?

M. Dylan Jackson: Oui.

M. Ben Lobb: D'accord. Je sais que ça ne réglera pas tous les problèmes que connaît l'agriculture, mais l'éducation pourrait être une petite partie de la solution. Greg, le consommateur doit — particulièrement dans votre secteur d'activité — être en mesure de reconnaître les produits faits en Ontario ou au Canada... D'après mon expérience, les gens de mon âge ne font pas aisément la distinction entre les produits qui viennent du Chili et ceux qui viennent du Canada.

On nous enseigne beaucoup de choses à l'école secondaire — Shakespeare, la géographie, l'histoire —, mais il y a deux choses qu'on ne nous enseigne pas vraiment: comment gérer notre argent et comment reconnaître ce qui est fait dans notre pays et ce qui est bon pour nous.

L'Association des banquiers canadiens a établi un programme et un partenariat avec le gouvernement fédéral pour donner aux élèves de niveau secondaire certaines notions élémentaires sur la manière de gérer leur argent. Pensez-vous que ce serait un bon programme si nous pouvions enseigner aux gens à manger santé, à reconnaître les produits qui sont faits au Canada et à apprécier les avantages que procure la consommation de ces produits, que ce soit par le biais d'Agriculture Canada ou de Santé Canada?

M. Greg Ardiel: L'alimentation santé ne cesse de gagner en popularité. Ça pourrait aider à soulever l'intérêt des jeunes si vous utilisiez la voie des aliments santé et si vous essayiez en même temps de mieux leur faire connaître le milieu agricole, de les sensibiliser à la provenance des aliments et de leur apprendre à différencier les étiquettes — il faudrait aussi rendre les étiquettes plus claires, parce qu'il y a beaucoup de renseignements différents sur celles-ci. Un même produit peut porter les étiquettes « fait au Mexique » et « produit au Canada ».

Ça doit être beaucoup plus clair, parce que de plus en plus de gens veulent des aliments canadiens, et ils commencent à se rendre compte que nous devons assurer un suivi.

M. Ben Lobb: Ma prochaine question s'adresse à Wayne.

Comme vous avez des années d'expérience en tant que comptable et que vous avez été élevé par une famille d'agriculteurs, j'aimerais savoir quel est selon vous le plus grand obstacle qui se pose à l'heure actuelle aux jeunes agriculteurs qui souhaitent faire leurs débuts dans le métier.

De toute évidence, la difficulté de réaliser des profits en est un. Mais je me demande si certains ne peuvent tout simplement pas acheter une ferme... Y a-t-il de jeunes agriculteurs dans votre région qui n'arrivent pas à verser l'acompte ou à obtenir un financement d'un établissement financier?

M. Wayne Ferris: Oui. J'ai acheté ma ferme en 1965. J'ai payé 25 000 \$ à l'époque, et elle vaut maintenant 500 000 \$. À nos débuts, les membres de ma famille et moi avons réussi à amasser un acompte de 12 000 \$ et nous avons contracté une hypothèque de 12 000 \$.

Mon fils a acheté une ferme cette année, et nous — je parle ici de notre famille — n'avons pas réussi à amasser la moitié de la valeur de sa ferme, et il a maintenant de la difficulté à faire ses paiements. Il s'agit donc indéniablement d'un obstacle.

Ensuite, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, une personne qui achète une ferme d'une valeur de 500 000 \$ devra réaliser des profits et payer l'impôt applicable à son revenu. Bien des agriculteurs ne savent pas ce qu'est l'« impôt sur le revenu », mais il est bien réel.

J'ai parlé tout à l'heure de la comptabilité de trésorerie, qui est très bénéfique, mais il reste difficile d'acheter des biens immobiliers de nos jours.

• (1015)

M. Ben Lobb: D'accord. Merci beaucoup.

Ma dernière question s'adresse à la famille Koelen.

On ne peut nier que l'industrie porcine a éprouvé et éprouve encore à ce jour de grandes difficultés financières, et ce, pour différentes raisons. De nos jours, l'argent est véritablement l'un des plus grands obstacles.

Que pouvons-nous faire pour maintenir l'industrie porcine canadienne en vie et pour donner une chance à la nouvelle génération d'éleveurs de porc?

Mme Leony Koelen: Il faut remédier aux inégalités entre les provinces. L'excellent programme de soutien aux éleveurs du Québec a un effet dévastateur parce que nous n'en avons pas et que nous leur faisons concurrence, en quelque sorte.

Nous sommes désavantagés en Ontario. De plus en plus de produits du porc vendus en Ontario proviennent des États-Unis et du Québec.

M. Harry Koelen: Je crois qu'il faut instaurer un bon programme de gestion des risques, mais que nous ne devrions pas demander qu'il couvre nos coûts de production. Ce ne serait pas réaliste.

Mme Leony Koelen: Les autres provinces devraient abolir leur programme de gestion des risques qui couvrent les coûts de production.

M. Harry Koelen: En fait, ce serait bien que tout le monde soit sur le même pied d'égalité. C'est insensé que nous faisons concurrence au Québec — nous parlons uniquement du Québec parce qu'à l'heure actuelle, il est notre plus grand concurrent sur le marché du porc. Voilà une première mesure.

Que pourrions-nous faire d'autre? Nous vous avons déjà parlé de l'étiquetage indiquant le pays d'origine, qui a un effet dévastateur sur nous. Nous croyons que le gouvernement devrait se pencher sur le sujet au plus vite parce que les effets sont dévastateurs.

Mme Leony Koelen: Il faudra quatre années — encore quatre années à essayer des pertes. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir nous aussi un programme provisoire d'étiquetage indiquant le pays d'origine?

Le président: D'accord.

Le Conseil canadien du porc — on peut aussi inclure le secteur bovin... Ces deux secteurs, qui sont le plus durement touchés par l'étiquetage indiquant le pays d'origine, se sont opposés au programme que les États-Unis ont instauré à cet égard en raison du volume de nos exportations. Je ne dis pas que le programme est bon ni qu'il est mauvais; je dis seulement que c'est le point de vue qui a été émis jusqu'à maintenant.

Pour conclure la première série de questions, je cède la parole à M. Shipley pour cinq minutes.

M. Bev Shipley: Merci, monsieur le président, et merci aux témoins de la table ronde; c'est super d'être entouré d'un groupe de témoins brillants. Chaque groupe a fait des commentaires extrêmement positifs au sujet de l'agriculture, et c'est manifestement pour cette raison que nous avons une relève.

Nous savons aussi qu'il y a essentiellement deux sources de préoccupation. D'une part, on se demande comment optimiser les programmes, et de l'autre, on se questionne au sujet de la réglementation. Je peux vous dire que nous avons rencontré beaucoup d'agriculteurs agressifs — certains sont pourtant très prospères et réussissent à joindre les deux bouts — qui nous ont dit: « Mettez-nous tous sur un pied d'égalité et de notre côté, nous nous arrangerons ».

J'ai présenté, pour améliorer la situation, une motion concernant les raisons pour lesquelles nous importons d'autres pays des produits que nous n'avons pas homologués. Pourquoi ne pas délivrer le permis à des entreprises canadiennes? Mais la situation était légèrement plus complexe. La motion n'a pas reçu l'appui de tout le monde au gouvernement, mais elle a été adoptée, et nous tentons maintenant de mettre en place un processus approprié, parce qu'on nous répète continuellement que l'incompatibilité de notre réglementation et de notre production désavantage systématiquement nos producteurs sur le plan financier.

Nous discutons constamment des ententes de libre-échange et de la gestion de l'offre. De toute évidence, le gouvernement canadien préconise la gestion de l'offre et agit en ce sens. Nous avons intégré la gestion de l'offre aux huit ententes de libre-échange que nous avons conclues jusqu'à maintenant. Et les dispositions de ces ententes qui se rapportent à l'agriculture ont été très bénéfiques. Je crois que nous sommes conscients que le marché de l'Ontario — voire de tout le Canada —, tout particulièrement l'industrie laitière, est régi par la gestion de l'offre depuis 1965, qui a été instaurée à l'échelle nationale en 1973. Tous les pays avec qui nous faisons affaire le savent. Quand vient le temps de conclure des ententes de libre-échange, chaque pays a ses propres priorités, et l'une des priorités du Canada est la gestion de l'offre, alors que les autres pays souhaitent répondre à des enjeux culturels, sociaux et agricoles qui les touchent. Lorsque nous négocions ces ententes, nous n'avons pas les mains liées, comme certains le sous-entendent. Les autres pays savent exactement quelle est la position du Canada.

Je me demande comment nous pourrions nous y prendre pour que les provinces soient mieux adaptées à la situation. Vous avez mentionné que le Québec est doté d'un excellent programme, tout comme l'Alberta, mais que l'Ontario n'en a pas. Nous transférons des milliards de dollars aux provinces, qui ont la possibilité d'en faire ce qu'elles veulent. Je suppose que certaines provinces investissent davantage de ces fonds dans l'agriculture que d'autres.

Comment pourrions-nous faire pour que l'ensemble du pays soit mieux adapté à la situation? Avez-vous des changements à proposer?

•(1020)

Mme Leony Koelen: Si on organisait mieux les programmes, le gouvernement fédéral pourrait s'investir davantage plutôt que de laisser chaque province faire ce qu'elle entend. À l'heure actuelle, c'est comme si l'Ontario et le Québec étaient deux pays différents.

M. Bev Shipley: Sauf que le problème à l'heure actuelle vient du fait que nous avons un cadre stratégique pour l'agriculture, qui a été instauré au moment où le programme CSRN a été aboli. On l'a remplacé par le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, qui s'appelle maintenant Agri-stabilité et Cultivons l'avenir. Il faut obtenir l'approbation de sept provinces pour aller de l'avant, mais nous n'y arrivons pas toujours.

Les organisations agricoles, l'éducation et la promotion de l'agriculture auprès des jeunes sont des sujets qui reviennent souvent. Selon vous, de quelle façon les organisations agricoles

pourraient, en plus de leur contribution actuelle, nous aider à rallier les provinces?

M. Harry Koelen: C'est une question difficile. Je ne crois pas que nous ayons la réponse. C'est peut-être aux politiciens de le découvrir.

M. Bev Shipley: Mais nous, nous demandons aux agriculteurs, qui sont la pierre angulaire. Les gens ont tendance à oublier que nous devons obtenir l'approbation des provinces. De plus, l'OMC classe les mesures dans la catégorie verte ou la catégorie orange, avec lesquelles nous devons composer. Je m'arrête là.

Monsieur le président, j'aimerais apporter quelques précisions au sujet du plan environnemental en agriculture dont Ray Robertson a parlé, si je ne me trompe pas. À ma connaissance, nous avons affecté le même montant. Comme vous le savez, dans le cas de l'Ontario, les fonds sont transférés à la province, puis, en général, ils sont administrés par des organisations dont le travail est axé sur les sols et les cultures. Donc je ne sais pas où l'argent allait. Je voulais juste clarifier les choses.

Le président: Il n'y a eu aucune coupure. Je crois qu'il faut essentiellement retenir qu'on pourrait utiliser davantage de fonds...

M. Bev Shipley: Est-ce que je peux poser une courte question?

Le président: Non. Votre temps est écoulé.

Dans presque toutes les provinces, des gens ont soulevé, comme l'ont fait Harry et Leony, les différences qui existent entre les provinces. Bien entendu, nous ne pouvons pas dire aux provinces ce qu'elles ont le droit ou non de faire. À l'époque où j'étais éleveur de bovins, je ressentais un peu de colère; elle n'était pas dirigée contre l'Alberta parce qu'elle avait investi l'équivalent de 100 \$ par vache dans l'industrie du boeuf — en fait, je félicite le gouvernement albertain pour le soutien qu'il offre à l'agriculture, et en retour... Je félicite aussi le Québec; aucune autre province ne soutient autant l'agriculture.

Au fond, le seul véritable moyen d'être tous sur un pied d'égalité est de faire en sorte que notre province fasse de même — peu importe la façon. Au cours des 20 dernières années, trois partis ont pris le pouvoir en Ontario et aucun d'entre eux n'a encouragé l'agriculture dans la même mesure que les autres. La moitié de la population canadienne habite en Ontario. Si l'argent dont une province dispose pour régler par exemple les problèmes d'ordre social ou agricole est proportionnel à la population qui y habite, l'Ontario doit avoir les moyens, parce que la province abrite la moitié de la population du pays.

Mme Leony Koelen: Mais ce serait pire, non? À notre avis, il est préférable qu'il n'y ait aucun soutien plutôt qu'une province reçoive de l'aide alors que les autres provinces...

•(1025)

Le président: Je ne suis pas en désaccord avec vous. La situation est inégale. Mais l'idée de reprendre le contrôle qu'exerce les provinces est plus facile à exprimer qu'à mettre en pratique.

Mme Leony Koelen: Nous en sommes conscients.

Le président: Nous n'avons presque plus de temps, mais je cède la parole à M. Valeriotte pour trois minutes.

M. Francis Valeriotte: Le dumping est un autre sujet qui est couramment soulevé — nous en avons notamment parlé tout au long de la dernière semaine. Ce sont les pommes qui ont suscité le débat lundi en Colombie-Britannique, alors que nous étions de passage dans la province. J'ai appris que les entreprises de transformation offrent un prix équitable lorsque les pommes sont importées au début de la saison et qu'à la fin de la saison, elles font du dumping. Ensuite, elles calculent le prix moyen et concluent qu'il n'y a pas eu de dumping. Nous avons appris que c'est aux agriculteurs, et non au gouvernement, que revient la responsabilité de présenter une plainte — procédure complexe et coûteuse.

On nous a dit que la situation est la même dans l'industrie de la viande. J'aimerais savoir quelle est votre expérience à cet égard. Avez-vous déjà eu des problèmes de dumping dans la région? Avez-vous déjà présenté une plainte, ou ne l'avez-vous pas fait parce que la procédure était trop longue, complexe et coûteuse?

Est-ce que quelqu'un a déjà vécu cette situation?

Personne? D'accord.

On parle également de la possibilité de transformer les produits directement à la ferme plutôt que de dépendre des entreprises de transformation. Je sais que c'est le cas en Italie, où on encourage les agriculteurs à produire le plus possible... de fromage par exemple, comme quelqu'un l'a mentionné tout à l'heure. Croyez-vous que ce soit une option viable? Si le gouvernement avait l'intention d'encourager cette façon de faire — qu'on observe en Italie —, seriez-vous prêt à tenter le coup, ou connaissez-vous d'autres personnes qui le seraient?

M. Greg Ardiel: Dans notre région, nous essayons de travailler ensemble, c'est-à-dire tous les cultivateurs de pommes ensemble, car nous avons constaté qu'il valait beaucoup mieux mettre en commun nos ressources et créer une infrastructure pour l'industrie, plutôt que de se faire concurrence les uns les autres. Le marché est tellement vaste que nous avons intérêt à nous serrer les coudes.

Dans certains créneaux, ça marche, par exemple pour les chèvres et le fromage, mais pour les activités à grande échelle, il revient beaucoup trop cher d'avoir ses propres installations de transformation, et il vaut donc mieux s'associer à d'autres producteurs pour partager les coûts.

Le président: Merci, Greg.

Merci, Frank. Nous arrivons à la fin de cette première partie de la réunion.

Je vous remercie tous d'être venus aujourd'hui. J'aimerais simplement vous rappeler que, si vous avez d'autres documents à nous faire parvenir, vous pouvez les adresser à notre greffière ou à l'un d'entre nous qui les distribuera aux autres membres du comité.

Encore une fois, je vous remercie d'être venus. Nous allons faire une pause de cinq minutes. Pendant ce temps, je vais demander aux témoins de quitter la table, pour laisser la place au groupe suivant.

Nous allons essayer de reprendre dans cinq à sept minutes.

Merci.

• (1025) _____ (Pause) _____

• (1040)

Le président: Nous allons commencer notre deuxième séance de la journée.

Je souhaite la bienvenue à nos invités et les remercie d'être venus. Nous avons hâte d'entendre ce que vous avez à nous dire.

Sans plus tarder, je vais donner la parole à M. Grant Caswell, un jeune agriculteur de la région de Meaford.

M. Grant Caswell (à titre personnel): Je remercie le Comité de la Chambre des communes de siéger dans notre région aujourd'hui, ainsi que Larry Miller d'avoir organisé tout ça pour nous.

Je m'appelle Grant Caswell. Je suis un agriculteur de la troisième génération. Je travaille avec mon père et mon oncle dans une exploitation laitière et bovine, juste en dehors de Meaford. Depuis 10 ans, j'ai un emploi en dehors de la ferme comme technicien en machines agricoles.

Le fait d'avoir un emploi en dehors de la ferme me permet de me tenir au courant de toutes sortes de choses, de ce qui se passe dans les autres types d'exploitations agricoles, et de rencontrer des gens. Je vois également comment les prix du marché fluctuent, quel impact ça a sur eux et sur nous. Par exemple, s'ils n'ont pas d'argent, nous n'avons pas de commandes.

C'est mon père qui m'a conseillé de trouver un emploi en dehors de la ferme afin d'avoir une perspective différente sur la façon dont les choses fonctionnent, comme ça, quand je déciderai de revenir travailler à la ferme à plein temps, c'est moi qui l'aurai décidé et je ferai comme je l'entendrai. Je me demande quand même comment la ferme pourra générer suffisamment de revenus pour subvenir aux besoins d'une famille de plus.

La ferme, c'est un mode de vie, mais c'est aussi une entreprise. Et contrairement aux autres entreprises où la semaine de travail est de 40 heures, nous, nous travaillons de longues heures chaque jour pour nous occuper de nos bêtes et de nos cultures alors que nous ne savons pas à quel prix nous allons les vendre. Il n'y a pas une autre industrie qui pourrait absorber autant de pertes et continuer quand même de travailler. À l'heure actuelle, l'âge moyen des agriculteurs est de 60 ans. S'il n'y a pas de jeunes pour prendre leur place, la population générale devra payer plus cher pour son alimentation, et cela se traduira par des pertes d'emplois dans d'autres secteurs liés à l'agriculture.

Chaque dollar dépensé par un agriculteur passe par neuf personnes avant d'aboutir au consommateur final. À l'heure actuelle, l'agriculteur ne peut compter sur aucun programme d'aide fédéral-provincial. Et pourtant, nous aurions pratiquement besoin d'un plan quinquennal, en tout cas d'un plan tourné vers l'avenir et pas vers le passé.

Il est ridicule d'accorder des crédits aux industriels de la viande plutôt qu'aux agriculteurs, car ils ne sont que des intermédiaires, et ils nous donnent trois fois rien pour notre viande alors qu'ils la revendent aux consommateurs à des prix exorbitants. Les agriculteurs travaillent dur pour augmenter leurs revenus; ils essaient de trouver d'autres marchés pour vendre leurs produits, mais, au fur et à mesure que le coût des intrants augmente, il en reste de moins en moins dans les poches de l'agriculteur. Comme vous le savez, nous ne pouvons pas imposer un supplément pour le carburant des camions et le transport sur tous les produits que nous vendons. Si les agriculteurs pouvaient être payés en fonction de leurs coûts de production, nous serions tous riches.

En conclusion, je voudrais dire que nous sommes l'épine dorsale de la société et que nous faisons de notre mieux. Nous voulons simplement être reconnus pour tout ce que nous faisons. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous, et j'espère que mon témoignage vous sera utile dans votre étude.

Le président: Merci beaucoup, Grant.

Je vais maintenant donner la parole à Steve Eby, de la région de Kincardine.

M. Steve Eby (à titre personnel): Merci, monsieur le président.

J'aimerais vous souhaiter la bienvenue à tous dans le comté de Grey, tout près de celui de Bruce.

Je suis agriculteur à plein temps. Nous exploitons une ferme située au sud du comté de Bruce où nous avons des élevages de bovins et des parcs d'engraissement. Nous vendons chaque année à peu près 1 400 têtes de bétail. J'ai un diplôme de l'Université de Guelph, et j'essaie de gérer notre exploitation en appliquant de bons principes d'agronomie, de gestion et de comptabilité.

Je suis convaincu que l'agriculture a de l'avenir. Certes, ça ne sera pas facile, mais avec des règlements et des politiques adéquats, et avec le développement de nouveaux marchés, locaux et internationaux, l'agriculture devrait devenir un secteur très dynamique.

Les jeunes agriculteurs ont besoin d'un plan, et ce plan doit être fondé sur la rentabilité, des programmes financiers cohérents, des marchés — ils sont tous importants —, des règles égales pour tous, un programme d'assurance pour les éleveurs de bétail, des programmes financiers, des règlements harmonisés avec ceux de nos partenaires commerciaux, et une politique agroalimentaire.

Tous les facteurs que je viens de mentionner sont importants pour la rentabilité des opérations. Les jeunes agriculteurs investiront dans l'agriculture si l'industrie peut leur donner un bon retour sur leur investissement et sur leur travail.

Les programmes doivent être adaptés aux conditions et à l'évolution du marché. L'industrie a fait de nombreuses suggestions en ce qui concerne le CSA, mais le gouvernement tient à consulter l'industrie. Pourtant, ce sont des mesures qu'il nous faut, pas d'autres consultations.

Je recommande de financer le plan agricole environnemental à 100 p. 100. C'est un excellent programme d'intendance foncière, qui profite à l'ensemble de la société. Des pays comme la Suisse financent des programmes environnementaux, pas en fonction de la production.

En ce qui concerne le commerce — local, provincial, fédéral et international —, tous les marchés sont importants si l'on veut maximiser la valeur des produits agricoles. Tous les producteurs, qu'ils soient soumis à la gestion des approvisionnements ou pas, profitent d'un marché libre. L'industrie laitière, par exemple, vend des stocks de géniteurs, c'est-à-dire des vaches, sur le marché libre. Dans le comté de Bruce, nous avons des exploitations qui exportent des graines de soja pour consommation alimentaire dans plus de 20 pays. Ces cultures de qualité supérieure permettent aux jeunes agriculteurs d'augmenter leurs revenus.

Nous avons besoin de règles égales pour tous, d'un programme national. Dans l'industrie bovine, on a actuellement un agrégat de programmes. L'Alberta et la Saskatchewan ont, ou sont sur le point d'avoir, un programme d'assurance des prix. Agriculture Canada devrait orienter les prix et les programmes d'assurance en fonction de cela. Il faut que les produits importés soient assujettis aux mêmes normes que les produits domestiques.

On a permis aux éleveurs de bétail d'instaurer un programme d'assurance analogue à l'assurance-production, qui a été conçue pour le secteur des animaux d'élevage, et cette promesse remonte aux débuts du Cadre stratégique pour l'agriculture, en 2003. Jusqu'ici, aucune mesure notable n'a été prise en ce sens. Il est capital d'avoir une forme efficace et abordable d'assurance de base et d'assurance des prix pour les éleveurs de tout le pays.

En ce qui concerne les programmes financiers, il y a, en Ontario, des coopératives d'éleveurs et d'engraisers. Je sais qu'il y a d'autres programmes au Canada, dans d'autres provinces. Ce sont d'excellents programmes qui offrent des options intéressantes en dehors des institutions financières. En 2009, plus de 100 000 têtes de bétail ont été achetées par l'intermédiaire de ces coopératives en Ontario. Localement — essentiellement dans les comtés de Grey et de Bruce —, plus du quart des membres sont des producteurs de moins de 35 ans. Le programme d'avances de fonds fait actuellement l'objet d'une mise en défaut. Rien n'a vraiment changé au cours de la dernière année. Je connais bien ce programme, et je pense qu'il devrait être prolongé d'une autre année.

En ce qui concerne la réglementation, le gouvernement devrait harmoniser les règlements avec nos grands partenaires commerciaux. Les divergences entre le Canada et les États-Unis au sujet des MRS sont bien connues. Et pourtant, que faisons-nous ? Nous continuons de faire comme si de rien n'était et d'importer de la viande des États-Unis. Ça nous ramène au problème de l'harmonisation.

• (1045)

La valeur élevée du dollar canadien et toutes ces disparités réglementaires ne font qu'exacerber le problème et coûtent très cher aux producteurs.

Pour ce qui est de la politique agroalimentaire, le Canada veut-il des aliments produits au Canada? Dans l'affirmative, il faut donner aux producteurs une compensation équitable sur le marché. Une industrie agricole rentable attirera de jeunes agriculteurs. Les détaillants doivent reconnaître que l'inspection effectuée par les provinces équivaut à l'inspection effectuée par le fédéral. Cela permettra à un plus grand nombre de produits locaux canadiens de se retrouver sur nos étagères.

Merci.

• (1050)

Le président: Merci beaucoup, Steve.

Je vais maintenant donner la parole à Doug Hayes, de la... Twin County Feeder Finance Co-operative, c'est bien ça ?

M. Douglas Hayes (à titre personnel): Oui.

J'exploite une ferme bovine dans la région, avec environ 600 têtes de bétail.

Je m'occupe du programme de financement des engraisers de l'Ontario depuis environ 16 ans, et, comme Steve vient de l'indiquer, c'est un bon programme, qui est très utile aux producteurs.

Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais c'est un programme qui s'adresse plus particulièrement aux jeunes agriculteurs. Nous ne prêtons pas seulement aux jeunes agriculteurs, mais ils peuvent s'adresser à nous avec une mise de fonds minimale. Ils doivent avoir quelques connaissances sur la façon d'engraisser le bétail, mais ils n'ont pas besoin d'avoir des antécédents de crédit. Ils peuvent s'adresser à nous pour obtenir une coquette somme d'argent et commencer ainsi à exploiter une ferme.

C'est comme ça que j'ai rencontré pas mal de jeunes gens qui sont venus nous demander de l'argent dans le cadre de ce programme. Ce n'est pas toujours facile. Ils viennent vous voir les yeux pleins d'espoir, ils ont hâte d'avoir une exploitation agricole, mais l'industrie bovine étant ce qu'elle est, ces jeunes gens qui sont nouveaux dans le secteur arrivent parfois à très bien s'en sortir, mais parfois aussi, à la fin d'année, une fois qu'ils ont remboursé leurs prêts, il ne leur reste pas grand-chose en poche. Vous vous posez alors toutes sortes de questions. Comment se fait-il qu'ils ont dépensé autant d'argent et qu'à la fin de l'année, ils sortent de votre bureau avec très peu d'argent en poche pour nourrir leur famille? Ça peut être très décourageant.

À cause de tout cela, et des contacts que j'ai avec les jeunes agriculteurs, je me rends compte que, lorsqu'on commence dans le métier, l'obstacle principal... Personnellement, je constate que les agriculteurs plus âgés reçoivent des chèques de subvention assez conséquents, parfois. Par contre, quand ils ont commencé dans les années 1960, ces agriculteurs plus âgés n'avaient pas de programmes pour les aider. Il y avait bien un programme hypothécaire pour les jeunes agriculteurs, ainsi que des prêts d'aide aux améliorations agricoles, mais ce n'était pas grand-chose... le plus difficile, c'était de faire face à la concurrence sur les marchés. Vous avez des entreprises qui reçoivent des subventions du gouvernement pour se lancer dans l'agriculture.

Très franchement, ce sont des gens qui travaillent cinq mois de l'année, touchent des prestations d'assurance-emploi le reste du temps, et réussissent à gagner beaucoup plus d'argent qu'un jeune agriculteur, ce qui est vraiment très décourageant.

On a parlé tout à l'heure, pendant la première partie de la réunion, de la diversification. Dans l'industrie bovine, il est pratiquement impossible de se diversifier, car les bureaucrates ferment les petits abattoirs tous azimuts. De cette façon, il est pratiquement impossible aux exploitations, quelle que soit leur taille, d'obtenir plus pour leurs produits. Au lieu de commercialiser directement la viande de boeuf auprès des consommateurs, les bureaucrates ferment ces petits abattoirs et empêchent les éleveurs de vendre directement leurs produits.

Quand vous êtes jeune, vous pensez que vous prenez la bonne décision, vous vous lancez dans l'agriculture ou l'élevage, et puis vous voyez des amis ou des camarades de classe qui se sont trouvés de bons emplois ailleurs, alors vous vous demandez... Personnellement, quand je vois ces gens venir nous voir pour obtenir une aide financière, je me demande s'ils sont vraiment conscients de la situation de l'agriculture et de l'industrie bovine aujourd'hui.

Il y a en fait beaucoup de jeunes qui voudraient se lancer dans l'agriculture. Ils ont un emploi dans d'autres secteurs, mais ils ne sont pas satisfaits. Très souvent, ils ont grandi sur une ferme, ils savent ce que c'est, mais ils ne voient pas comment ils pourraient retourner à la terre. Et une fois qu'une génération a quitté la ferme, la suivante ne revient pas. Vous allez devoir faire ce qui a été proposé tout à l'heure: aller dans les villes pour essayer de convaincre les non-agriculteurs de retourner sur la ferme.

Vous êtes à la croisée des chemins. Il faut absolument faire quelque chose pour permettre à ces gens de rester sur la ferme, car une fois que vous avez laissé une génération partir et se trouver des emplois rémunérateurs à la ville, vous ne pouvez pas les faire revenir à la terre.

•(1055)

Ce que j'aimerais, pour les jeunes agriculteurs, c'est que les règles du jeu soient les mêmes pour tout le monde en ce qui concerne les

programmes de subventions. Quelqu'un a dit tout à l'heure que certains de ces programmes ne sont pas accessibles aux jeunes agriculteurs. Ce n'est pas normal. Les budgets alloués à ces programmes devraient justement s'adresser aux jeunes. Il faudrait aussi plafonner ces subventions. Il est absolument ridicule que certaines personnes reçoivent des chèques de 500 000 ou de 1,5 million de dollars. Ce sont des deniers publics, et il est temps que le gouvernement plafonne ce genre de subventions.

À mon avis, il faudrait fixer un maximum de 50 000 dollars, pour donner une chance aux jeunes. Essayez d'utiliser les deniers publics de façon plus constructive en aidant les jeunes agriculteurs. Les grandes entreprises n'ont pas besoin de cet argent. Si elles n'arrivent pas à faire des profits, laissez-les tomber et aidez les jeunes à faire le travail à leur place. Le gouvernement peut accomplir des choses. Le PPA est une bonne chose, avec les 100 000 dollars sans intérêts. On pourrait sans doute l'améliorer encore.

Le Crédit agricole devrait retourner à son mandat original, qui est de prêter de l'argent à des jeunes. D'après ce que j'ai pu constater au cours des dernières années, cet organisme semble plus intéressé à prêter à des grandes entreprises comme Cargills et machin truc, ce qui rend la situation encore plus difficile pour les jeunes qui veulent emprunter de l'argent. Ce n'est pas comme ça que ça devrait marcher. Le Crédit agricole avait un mandat au départ, et à mon avis, il ne s'en acquitte pas.

Il faudrait assouplir les règles pour les abattoirs locaux, afin que celui qui veut commercialiser directement son boeuf, par exemple, puisse s'adresser à un abattoir avant d'être acculé à la faillite. Encore une fois, il faut que les programmes du gouvernement s'adressent directement aux jeunes agriculteurs. Quand on commence, on n'a pas grand-chose. On ne commence pas avec 10 000 acres. Il faut donc leur offrir quelque chose pour les attirer. Ces jeunes familles méritent d'avoir un niveau de vie décent, en tout cas un niveau de vie comparable à celui de leurs amis qui travaillent dans d'autres secteurs.

Pour ce qui est du Programme de financement destiné aux éleveurs de bovins d'engraissement, il y a deux distributeurs du PPA en Ontario. Le programme de financement pouvait prêter 100 000 dollars sans intérêt, et quand cette somme était due, les gens venaient la rembourser. Il y a même des gens qui sont allés chez ACC à Guelph pour emprunter de l'argent, les 100 000 dollars sans intérêt, et qui ne l'ont pas remboursé. Ce n'est pas correct.

Nos organisations sont intervenues pour prêter cet argent, et les gens se sont débrouillés et ils ont remboursé. Ceux qui ont emprunté l'argent chez ACC n'ont pas eu besoin de rembourser. On a même entendu dire que des prêts avaient été radiés. Ce n'est pas correct. Quand on emprunte de l'argent, il faut le rembourser, d'une façon ou d'une autre. Si on ne peut pas le rembourser maintenant, on peut transformer le prêt en hypothèque ou quelque chose du genre, mais il faut que l'argent soit remboursé, par souci d'équité à l'égard des autres agriculteurs de l'Ontario et du Canada.

C'est tout ce que j'ai à dire. Je vous remercie d'être venus nous rencontrer pour nous écouter. Je suis très content d'avoir l'occasion de vous parler.

Le président: Merci beaucoup, Doug.

Je vais maintenant donner la parole à Sean McGivern. Sean est un producteur de la région de Bessborough. Il exploite une entreprise de produits biologiques.

M. Sean McGivern (Grassroots Organics and Saugeen Speciality Grains): Merci, Madame et Messieurs.

Êtes-vous un consommateur alimentaire passif ou actif? Êtes-vous personnellement engagé dans la production et la transformation des aliments que vous consommez, ou bien dépendez-vous totalement des choix que vous impose le système alimentaire industriel? Exercez-vous un contrôle sur ce que vous consommez? Quel rôle jouez-vous dans notre système alimentaire?

Depuis les années 1950, le système alimentaire nord-américain n'est pas guidé par la nature ou par les forces naturelles du marché libre. Il est guidé par les politiques gouvernementales qui ont été mises en place pour aider la structure alimentaire industrielle que nous appelons notre système alimentaire. Les politiques agricoles des gouvernements exercent sur les aliments que vous consommez une influence beaucoup plus grande que ce que vous pouvez imaginer. Ces politiques ont encouragé la production d'aliments dont la qualité n'a jamais été aussi médiocre, et ce, à cause de subventions qui ont encouragé les agriculteurs à produire les cultures requises par notre système alimentaire.

• (1100)

Pour pouvoir utiliser toute la production annuelle de ces denrées, et ne pas accumuler d'inventaires excessifs, il a fallu faire preuve d'innovation et intégrer des produits comme le maïs dans toutes les composantes du régime alimentaire nord-américain. D'aucuns prétendent que les êtres humains sont aujourd'hui des structures moléculaires ambulantes liées entre elles par le maïs sous de multiples formes.

De nombreuses conséquences se manifestent aujourd'hui, comme l'obésité, certains problèmes de santé, une espérance de vie raccourcie, des collectivités rurales appauvries, et un fossé qui n'a jamais été aussi grand entre les consommateurs et les producteurs de denrées alimentaires. Les problèmes de santé sont une conséquence évidente de la piètre qualité des aliments que les gens consomment. Le régime alimentaire des êtres humains a évolué au cours des deux millénaires, mais il atteint aujourd'hui un niveau de médiocrité inégalé, à en juger par ses conséquences sur la santé. Nous avons privilégié la quantité à la qualité, la durée de vie sur les étagères à la texture, et la malbouffe aux spécialités du terroir.

De nouvelles technologies sont aujourd'hui mises en place dans notre système alimentaire qui sont absolument inouïes. Jamais auparavant dans notre histoire nous n'avions constaté les effets irréversibles dont nous sommes témoins aujourd'hui. Jamais auparavant nous n'avions assisté à autant de dégradation morale de ce qui a été créé par notre Créateur. Le génie génétique va modifier, et il le fait déjà, la nature de nos semences. Une fois que ce sera fait, on ne pourra jamais revenir en arrière pour retrouver le produit original qui, pourtant, répondait jadis à nos besoins, et était durable et renouvelable. Cela ne sera plus possible, car une fois qu'il aura été modifié, nous serons obligés de subir les effets irréversibles qu'il aura eus sur notre pays.

Étant donné les subventions que les gouvernements versent aux agriculteurs et aux éleveurs, que ce soit aux États-Unis ou au Canada, les producteurs primaires se disent qu'ils n'ont pas besoin d'accroître la résilience de leur exploitation agricole, qu'il leur suffit de maintenir leur production au même niveau et avec les mêmes méthodes, et qu'ils n'ont pas besoin de se mettre en quête de

nouveaux marchés. Traditionnellement, les subventions encouragent le maintien de production agricoles qui, sans cela, ne seraient pas rentables. Nous voyons maintenant comment des politiques gouvernementales, des méthodes de production insoutenables et des subventions ont abouti au système alimentaire que nous connaissons aujourd'hui.

Les grandes multinationales de l'agroalimentaire sont ravies que nous ayons ce type de système en Amérique du Nord, parce que cela leur garantit un approvisionnement continu en matières premières bon marché. Ça leur permet également d'avoir un approvisionnement captif, étant donné les grandes quantités qu'elles achètent, et étant donné que les gouvernements continuent de subventionner les producteurs au niveau de la ferme, si bien que ces derniers ne sont pas encouragés à produire des cultures stables comme le maïs, le blé, le soja et le coton. Dans ces conditions, les prix accordés aux agriculteurs restent en dessous de leur coût de production, d'où leur incapacité à avoir une exploitation rentable.

Pour que l'agriculture soit une entreprise viable au Canada, il faut mettre un terme à toutes les subventions liées à la production agricole. Nous ne pouvons pas nous permettre de protéger des agriculteurs du marché libre en leur versant des subventions proportionnelles au nombre de boisseaux par acre ou de livres par animal. Par contre, nous devons les aider en ce qui concerne la protection de l'environnement et l'amélioration des infrastructures, et envisager des incitatifs à la valeur ajoutée, des paiements dans les zones rurales défavorisées, de la création d'emplois dans les régions rurales et des crédits d'impôt pour l'agriculture viable. Tout cela permettrait de dynamiser les collectivités rurales sans promouvoir pour autant la surproduction de denrées alimentaires qui sont vendues ensuite à un prix inférieur au coût de production simplement pour laisser la place à la récolte de l'année suivante. Il nous faut également des politiques et des règlements sensés, qui ne contribuent pas à acculer des agriculteurs et des transformateurs à la faillite en autorisant l'importation de produits inférieurs aux normes.

Une fois qu'on comprend ce que coûtent vraiment les produits alimentaires, on se rend compte qu'une révolution alimentaire est inévitable si nous voulons avoir un jour une économie agricole dans notre pays.

Nous avons atteint pour la première fois un plateau. Rien que pour cette année, la Chine a annoncé un investissement de 55 milliards de dollars dans les infrastructures rurales, au niveau des exploitations agricoles. J'ai récemment discuté avec un dirigeant de Staples Business Depot qui me disait qu'ils avaient des difficultés à importer un grand nombre de produits car, après les fêtes du nouvel an chinois, environ 20 p. 100 de la population active ne retourne pas à la ville. Cette année, c'est 40 à 50 p. 100 de la population active qui n'est pas retournée à la ville en raison des investissements que le gouvernement chinois a consentis dans les infrastructures agricoles.

Nous importons des produits agricoles de ces pays à longueur d'année. Je travaille dans le domaine des exportations et des importations, et notre chiffre d'affaires tourne autour des 2 millions de dollars par an. À mon avis, notre principal handicap est le manque d'infrastructures et d'installations de transformation. Nous n'avons pas besoin d'un autre programme du gouvernement pour payer des gens à préparer des plans d'entreprise ou des brochures faisant la promotion du commerce local; nous avons besoin d'argent et de ressources sur le terrain, afin d'aider les agriculteurs à se doter des infrastructures dont ils ont besoin.

•(1105)

Je suis comme la plupart des autres témoins ici qui ont essayé de traiter avec le Crédit agricole. On a vraiment l'impression d'être sur une autre planète. C'est insupportable.

L'autre chose insupportable — et je ne critique pas seulement le Parti conservateur, même s'il est au pouvoir depuis deux mandats maintenant —, c'est qu'il y a eu bien d'autres gouvernements avant vous qui ont vraiment laissé tomber l'agriculture. Nous n'avons pas besoin d'un plan quinquennal en agriculture, comme l'a suggéré quelqu'un tout à l'heure. C'est un plan sur 50 ans qu'il nous faut, avec des plateaux tous les cinq ans pour l'actualiser. Pour l'instant, nous n'avons rien du tout, et c'est un problème énorme. Je ne vois pas comment on peut assurer la pérennité ou la viabilité d'un marché avec une vision à si court terme. Il faut une vision à long terme, et des mises à jour à intervalles réguliers. Mais il faut mettre en place une politique et un cadre de travail afin de partir de quelque chose, plutôt que de mettre en place un système au coup par coup.

La situation est telle qu'à l'heure actuelle, nous perdons des milliers d'agriculteurs. Le gros problème que nous avons, surtout en Ontario, concerne les valeurs foncières. C'est astronomique. Les agriculteurs doivent faire concurrence à ceux qui achètent ces exploitations agricoles, qui en font deux ou trois lots et qui s'imaginent que la communauté agricole va payer la même valeur pour ces propriétés.

Au Canada, les salaires, les normes de santé et de sécurité et les coûts de production sont parmi les plus élevés en Amérique du Nord. Les gens ne s'en aperçoivent peut-être pas, mais c'est la réalité. Je ne propose pas qu'on y renonce, car je suis content qu'il en soit ainsi, mais il faut que nous soyons conscients que certaines caractéristiques de notre économie nuisent à notre compétitivité.

Avec tous les règlements qui nous tombent dessus, je ne vois pas comment on pourrait être compétitifs sur les marchés. C'est bien beau que les gens pensent que nous le sommes, et qu'il soient fiers de ce qu'ils font, mais il faut être réaliste. Si nous étions aussi compétitifs que certains agriculteurs le prétendent, nous ne serions pas dans la situation économique que nous connaissons aujourd'hui.

Je vous ai fait part de quelques réflexions, et je suis prêt maintenant à répondre à vos questions.

Le président: Merci, Sean.

Je vais maintenant donner la parole à Bruce Saunders, qui va nous parler du programme que l'industrie laitière a mis sur pied pour les jeunes agriculteurs.

M. Bruce Saunders (président, Producteurs laitiers de l'Ontario): Merci, monsieur le président.

Je vous souhaite la bienvenue dans les comtés de Grey et de Bruce et remercie votre comité de prendre la peine de venir nous rencontrer dans l'Ontario rural, pour écouter ce que nous avons à vous dire. J'aimerais également vous remercier d'avoir invité les Producteurs laitiers de l'Ontario à comparaître devant vous.

Ce n'est pas un programme qui est unique à l'Ontario. Il en existe des équivalents au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Il y en a peut-être aussi dans l'Ouest, mais je ne suis pas très au courant.

J'ai apporté un document qui vous sera distribué plus tard, lorsqu'il sera traduit.

Les Producteurs laitiers de l'Ontario permettent à 10 nouveaux arrivants, chaque année, de faire une demande pour utiliser jusqu'à 12 kg de quotas quotidiens. Les candidats retenus bénéficient de ce

programme gratuitement, et cela leur permet d'accroître leur marge brute d'autofinancement au démarrage de leurs activités, si bien qu'ils ont plus de chances d'avoir une exploitation indépendante et viable à long terme.

Les candidats doivent avoir l'âge de la majorité et présenter un plan d'entreprise sur 10 ans, dont le potentiel de rentabilité a été certifié par un comptable. Il faut aussi, comme l'exige le plan d'entreprise, qu'un établissement financier soit prêt à leur prêter de l'argent. Ils doivent produire et commercialiser le lait sur une ferme qui leur appartient ou qu'ils louent, et ils ne doivent pas avoir déjà détenu un permis pour produire ou commercialiser du lait au Canada.

Le processus de sélection est le suivant. Chaque nouvel arrivant doit faire sa demande au début de l'année précédente, entre août et novembre. S'il y a plus de 10 candidats admissibles, une tierce partie indépendante en choisit 10 au hasard ou par tirage au sort. Pour l'année en cours, 65 candidats avaient présenté une demande en 2009, parmi lesquels 10 ont été choisis.

Les nouveaux arrivants doivent avoir un minimum de 12 kilos, jusqu'à un maximum de 23 kilos, avant de pouvoir utiliser les 12 kilos qui leur sont attribués par les Producteurs laitiers.

Les nouveaux arrivants peuvent recevoir un quota de leur famille, en acheter pour leurs opérations courantes ou en acheter à la bourse des quotas. S'ils achètent leur premier quota à la bourse, un nouvel arrivant par mois a la priorité pour que son offre soit acceptée en totalité.

Les nouveaux arrivants qui sont sélectionnés peuvent utiliser 12 kilos de quotas pendant cinq ans, et, à partir de la sixième année, ils rendent un kilo chaque année aux Producteurs laitiers, ce qui permet de redistribuer ces kilos aux nouveaux arrivants des années suivantes.

En plus du programme pour les nouveaux arrivants, les Producteurs laitiers accordent aussi un accès prioritaire aux nouveaux producteurs qui veulent produire et commercialiser leur lait sans aucune aide. Les Producteurs laitiers ont ainsi donné la priorité à la bourse des quotas à 22 nouveaux producteurs depuis le 1^{er} août 2009, et 82 autres nouveaux producteurs potentiels leur ont soumis une demande à cette fin.

Merci.

•(1110)

Le président: Merci beaucoup, Bruce.

En dernier lieu, nous avons un témoin de dernière minute ce matin qui nous parlera de FarmStart. Je crois que j'ai le bon nom: Gayl Creutzberg.

Mme Gayl Creutzberg (coordonnatrice de la formation et des ressources, à titre personnel): Merci, Larry, de me donner la possibilité de m'adresser à vous à la dernière minute.

Je veux vous parler parce que j'ai de bonnes nouvelles, et j'aimerais présenter peut-être un dernier point. J'ai également des réponses à certaines questions soulevées au cours de la première partie de la séance.

Il y a dix ans, presque jour pour jour, je suis devenue une nouvelle agricultrice de la région et j'ai fait l'élevage de moutons pendant six ans. Mais aujourd'hui je travaille pour l'organisation FarmStart. C'est une organisation sans but lucratif qui forme des agriculteurs partout en Ontario, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario et d'autres organisations. Nous sommes passés de deux à huit employés au cours de la dernière année, grâce à la Fondation Trillium, à l'AMI, à Metcalf, à l'OMIF et à d'autres.

Nous offrons de la formation à une nouvelle génération d'agriculteurs, comme nous les appelons. Pour vous décrire un peu cette génération, nous pourrions probablement dire que ces agriculteurs établissent eux-mêmes les prix. Nous essayons de promouvoir réellement l'idée d'un modèle d'affaires viable.

Nous avons également un programme qui s'appelle FarmLINK. Ce programme permet, comme nous l'avons déjà dit, d'aider de nouveaux agriculteurs à obtenir des terres et d'établir un partenariat entre ces agriculteurs et des mentors ou des agriculteurs qui ont beaucoup de connaissances qu'ils peuvent transmettre à la prochaine génération. Nous venons d'engager quelqu'un qui commencera à examiner la planification de la relève non fondée sur la famille. J'entends beaucoup de choses. Je suis allée au congrès de la Junior Farmers' Association. Nous entendons beaucoup parler de la planification de la relève agricole, mais il faut vraiment qu'il y ait un transfert des connaissances qui se fasse à l'extérieur des familles.

J'aimerais faire remarquer également, en ce qui a trait à l'acquisition d'exploitations agricoles, qu'il y a un article dans la revue *Small Farm* de ce mois-ci au sujet d'agriculteurs de Neustadt. Il s'agit de deux jeunes couples qui ont acheté des terres dans le comté de Grey. Ils racontent leur histoire et disent comment ils ont réussi à acheter une ferme et à se préparer à l'exploiter. C'est un très bon article.

Deux cours intitulés « Exploring Your New Farm Dream » se donnent actuellement à Toronto. Nous avons 38 places, et il y a eu 65 demandes. Je dirais, sans être absolument certaine, que 50 p. 100 des demandeurs sont des néo-Canadiens. Peut-être que les agriculteurs de demain seront des immigrants. Par exemple, je rencontre demain un homme de Dubaï qui souhaite se lancer dans l'agriculture ici. Il cultive des légumes sur 400 acres à Dubaï.

Le problème avec les nouveaux agriculteurs, c'est qu'ils ne sont pas admissibles au financement dans le cadre de l'atelier « Faites fructifier les profits de votre ferme ». Nous collaborons avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario pour établir un programme qui, espérons-le, permettra à ces nouveaux agriculteurs d'avoir accès au partage des coûts afin qu'ils puissent obtenir de la formation.

Les autres provinces scrutent ce que nous faisons. Il y en a déjà quatre qui veulent appliquer le programme FarmLINK, alors nous en ferons un programme à l'échelle nationale. Je suppose que nous sommes les cobayes. Les autres provinces espèrent lancer un programme similaire chez elles.

Merci encore.

Le président: Gayl, merci beaucoup, et merci d'avoir été brève.

Nous allons passer aux questions.

Monsieur Valeriotte, vous avez cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Francis Valeriotte: Je vous remercie tous de votre présence aujourd'hui. Je sais que vous avez un horaire chargé, en particulier sur la ferme, et que vous préféreriez probablement être là-bas en ce moment.

Comme vous le savez, nous visitons les différentes régions du pays. Le message, au moins dans mon cas et dans celui d'autres députés, commence à devenir de plus en plus uniforme.

Plus d'une personne a dit que le secteur agricole était en déclin constant, que l'âge moyen des agriculteurs était maintenant de près de 60 ans, contrairement aux autres secteurs. Au cours des 10 dernières années, 65 p. 100 des agriculteurs de moins de 35 ans ont quitté le secteur. Selon certains, si aucune mesure importante n'est prise, le Canada rural pourrait bientôt être déserté.

Cela me préoccupe. Ce n'est peut-être pas l'expérience que vous vivez, mais c'est ce que nous entendons. Ça ne veut pas dire que les gens ne veulent pas se lancer dans l'agriculture. Ils adhèrent au mode de vie; le problème, c'est quand il faut en faire un gagne-pain. Certains secteurs ont plus de facilité à survivre que d'autres, mais je suis très inquiet.

J'ai entendu aussi que ça ne suffit pas de modifier légèrement le programme de gestion des risques commerciaux ou un programme par-ci par-là. Nous devons avoir une politique agricole et alimentaire efficace; le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux doivent collaborer pour uniformiser les règles du jeu dans tout le pays. Je ne vois aucune autre option possible. Si on se contentait de moins, à mon avis, on minimiserait le problème; on vivrait dans le déni, en quelque sorte.

Cela dit, Steve, vous avez parlé des MRS. Nous avons visité une usine en Alberta, et le personnel nous a montré les MRS. Ça pesait environ 108 livres. Je vais vous expliquer ce qui m'a troublé. Les États-Unis et le Canada éliminent les MRS. Les États-Unis peuvent en utiliser la plus grande partie dans l'engrais ou les aliments des animaux, alors que nous ne le faisons pas. Aux États-Unis, il ne reste pratiquement rien des MRS, et ici on a toujours les 108 livres.

Ensuite, j'ai posé la question suivante: Notre position sur les MRS et notre réaction à la situation nous ont-elles permis d'ouvrir d'autres marchés pour les agriculteurs au Canada? On m'a répondu que non, qu'aucun nouveau marché n'avait été ouvert.

Je me demande comment vous régleriez ce problème et si vous apporteriez un changement.

N'importe qui peut répondre à cette question, mais je crois, Steve, que vous êtes celui qui l'a soulevée — soit vous ou Doug.

•(1115)

M. Steve Eby: Vous voulez dire le problème des MRS sur la ferme?

Eh bien, nous avons le problème de l'encéphalopathie spongiforme bovine, l'ESB, depuis 2003. On pourrait croire qu'aujourd'hui, la technologie et la science nous auraient permis de créer un outil magique pour utiliser les MRS, mais ce n'est pas le cas. Alors ce sera un problème complexe à régler. Est-ce un problème de salubrité des aliments aussi important que nous le croyons? Par exemple, les États-Unis, qui ont une petite quantité de MRS, peuvent les expédier dans notre pays; en effet, leurs problèmes en matière de réglementation sont bien différents des nôtres.

Pouvons-nous utiliser les MRS employés pour l'engrais dans certains de ces anciens marchés? Oui, je crois que nous le pouvons. C'est le problème du système réglementaire, et je sais que nous dans l'industrie étions tous sur la même longueur d'onde en 2003 au moment où nous essayions de nous en sortir. Nous avons probablement appris beaucoup de choses depuis ce temps, alors il est peut-être temps d'examiner de nouveau un bon nombre de ces problèmes et d'élaborer des politiques harmonisées avec d'autres partenaires commerciaux.

M. Francis Valeriote: C'est exact.

Doug, vous avez parlé des bureaucrates qui fermaient des abattoirs. Ce point me préoccupe. En ce moment, nous devons donner aux agriculteurs tous les outils dont ils ont besoin, même si c'est une diversification au moyen de la transformation sur la ferme ou, comme quelqu'un l'a dit dans le dernier groupe, la collaboration avec d'autres agriculteurs et la création de certains types d'installations de transformation pour le fromage, la viande ou d'autres produits.

J'aimerais en savoir plus au sujet des bureaucrates qui ferment des abattoirs un peu partout. Pouvez-vous me donner des exemples? Pouvez-vous me dire ce qui se passe?

M. Douglas Hayes: Lorsqu'on parle à certains exploitants d'abattoirs de petite et de moyenne taille et qu'on leur demande pourquoi on ferme leur abattoir, ils nous racontent tous un peu la même histoire. Le propriétaire d'un abattoir de grande taille au sud de Owen Sound m'a dit que chaque semaine, il reçoit la visite d'inspecteurs qui trouvent toujours quelque chose à redire. C'est sans fin. Si un inspecteur ne trouve pas un problème, c'est le prochain qui le fera. Il a dit qu'il n'arrêterait pas d'investir pour essayer de faire du rattrapage. Il m'a parlé de certaines modifications qu'il devait faire puisqu'il y avait eu des plaintes, et c'est totalement ridicule. Ce sont de petites choses, mais ça frôle le harcèlement. Beaucoup de ces exploitants ont tout simplement fermé leurs portes.

J'ai parlé à un jeune agriculteur cette semaine et je lui ai dit que je venais ici aujourd'hui. Je lui ai demandé ce qu'il pensait. Il a dit qu'il avait pensé au début qu'il pourrait vendre de la viande directement aux consommateurs, mais c'est tout simplement impossible. Il ne peut vraiment pas trouver d'endroit qui ferait l'abattage de son boeuf à un prix raisonnable afin qu'il puisse le revendre. Le prix que les abattoirs demandent semble astronomique.

Lorsque des agriculteurs vous expliquent la situation, vous vous rendez compte qu'une bonne partie de tout ça est liée au harcèlement constant de la part des inspecteurs. Je sais qu'on ne parle pas seulement d'usines fédérales; il y a certaines usines qui relèvent des provinces, avec des inspecteurs des provinces, et vous n'êtes pas responsables de ces usines. Mais il faut qu'une mesure soit prise, je crois, pour toutes ces instances.

• (1120)

Le président: D'accord.

M. Francis Valeriote: Sean voulait dire quelque chose.

Le président: Soyez très bref, Sean.

M. Sean McGivern: Je voulais simplement faire un commentaire.

Nous abattons du bétail 52 semaines par année pour notre magasin agricole, et il est très difficile d'obtenir une transformation appropriée et de collaborer avec des usines qui peuvent le faire. Ça nous coûte plus de 500 \$ par animal. Lorsqu'on pense à des endroits comme Cargill, qui ne demandent que quelques cents par livre, et qu'on sait qu'on paie plus d'un dollar par livre, on constate qu'on est nettement désavantagé.

Le président: Madame Bonsant, vous avez cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant: Merci beaucoup.

Ma question s'adresse à vous, madame Creutzberg.

J'ai rencontré une députée africaine qui disait que dans son pays, le Cameroun, les Chinois achètent de plus en plus de terres agricoles avec l'irrigation, et que la nourriture qui y est produite est exportée directement en Chine.

N'avez-vous pas peur, compte tenu de l'immigration qui a cours ici et de la difficulté qu'ont les agriculteurs à survivre sur leurs terres, que ces personnes ne fassent la même chose au Canada, que ce soit au Québec, en Ontario ou peu importe, et que les produits issus de cette culture ne retournent à leur pays d'origine? Cela m'effraie un peu. Avez-vous remarqué, dans votre coin de pays, que de plus en plus de Chinois achètent des terres agricoles?

[Traduction]

Mme Gayl Creutzberg: Je ne crois pas que ce soit principalement des Chinois. Il semble que beaucoup d'entre eux proviennent d'Égypte et, comme je l'ai dit, de Dubaï. Je rencontre quelqu'un de Dubaï demain. Selon les statistiques actuelles, plus de 60 p. 100 des gens à Toronto ne sont pas nés au Canada. Alors, à mon avis, ces gens produisent des aliments pour leurs collectivités dans des régions métropolitaines comme Toronto. Je crois vraiment que les personnes viennent ici parce qu'elles voient tout ce que le Canada a à offrir, et non pour faire des affaires dans leur pays d'origine.

[Français]

Mme France Bonsant: D'accord. Ce que la personne avait dit me faisait un peu peur. Il s'agit de protéger nos terres.

Monsieur Hayes, si j'ai bien compris, vous avez 600 têtes de bétail.

[Traduction]

M. Douglas Hayes: En effet.

[Français]

Mme France Bonsant: Je trouve cela beaucoup. Dans mon comté, la personne qui en 100 a une grosse ferme. Ce sont des fermes familiales. Ce ne sont pas des fermes industrielles.

Croyez-vous qu'il serait mieux pour la jeune relève de démarrer avec des petites fermes familiales plutôt qu'avec des grosses? Quand je me suis promenée, ici, j'ai vu que vous aviez des terres superbes. Or les jeunes n'ont pas les moyens d'acheter des terres au prix de 8 000 \$ l'acre — je crois que c'est ce qu'ils ont dit.

Ne serait-ce pas une avenue, pour les jeunes agriculteurs, de choisir une portion d'une terre de 1 000 ou de 1 500 acres qui aurait été divisée en plus petites portions de terre? Ainsi, en se retrouvant avec de plus petites fermes familiales, ils auraient la chance de démarrer et de survivre.

[Traduction]

M. Douglas Hayes: Je ne crois pas qu'un jeune agriculteur commence avec 600 têtes de bétail. Un chiffre comme 100 ou 150 bêtes serait raisonnable. Mais dans ce domaine, mon exploitation est, je dirais, de taille moyenne comparativement à beaucoup d'autres. Il y a beaucoup d'exploitations dont l'envergure est supérieure à celle de la mienne. Dans ce domaine, quiconque a de 50 à 100 têtes de bétail ne vit pas de son exploitation; il a un emploi principal à l'extérieur de la ferme. C'est une bonne façon de commencer, mais pour en faire un moyen de subsistance, il faut un troupeau de taille afin que ça vaille la peine. Autrement, il faut avoir une autre source de revenu ailleurs.

Le président: Madame Bonsant, M. Eby aimerait faire un commentaire aussi.

M. Steve Eby: Je suis également un éleveur de bovins de boucherie. Pour revenir à mon histoire, j'ai commencé avec un seul animal. C'était un veau 4-H. Par la suite, je me suis retrouvé avec deux veaux, puis avec trois. Le secteur de l'élevage bovin a financé mon diplôme d'études postsecondaires. Nous avons continué dans cette voie. Nous avons une ferme familiale. Quelqu'un m'aide à temps partiel, mon père, et notre entreprise a grossi au fil des ans. Mais nous devons avoir une entreprise de cette taille pour survivre dans le système actuel.

On commence petit et on développe à partir de cela. C'est le cadre qui permet au petit producteur de devenir un producteur d'envergure qui est très important.

• (1125)

[Français]

Mme France Bonsant: Avant que vous ne répondiez, monsieur McGivern, j'ai une prochaine question pour vous.

Dans mon comté, il est déjà arrivé qu'on divise une terre en plusieurs portions de terre. Ce sont toutes des fermes biologiques. Or l'avenir est au biologique. L'avenir est aux énergies vertes. Je vous encourage à continuer.

Je ne veux pas vous insulter, vous, les gens de l'Ontario, et je ne connais pas vos programmes. Toutefois, au Québec, on a développé des produits du terroir biologiques et autres. Comme vous dites, l'ADN de l'humain est en train de changer, et je trouve cela un peu inquiétant. C'est pourquoi j'encourage les jeunes comme vous à faire de plus en plus de culture biologique, pour que le système puisse se renforcer.

Je sais que vous avez quelque chose à dire à ce sujet. Je vais vous laisser parler. Je vous encourage à faire de la culture biologique. J'en achète localement, aussi.

[Traduction]

M. Sean McGivern: Oui, je crois que la stratégie que nous avons adoptée en nous tournant vers l'agriculture biologique est... On malmène parfois l'image des agriculteurs biologiques, mais je dis toujours qu'il y a deux types d'agriculteurs biologiques: ceux qui pratiquent l'agriculture biologique par négligence et ceux qui le font pour des raisons de gestion. Nous passons une bonne partie de notre temps à gérer nos opérations. Notre exploitation agricole peut réellement être considérée comme familiale. Nous ne faisons usage d'aucun herbicide ni d'aucun pesticide, et nous n'utilisons aucun produit pouvant être néfaste pour la santé des jeunes enfants se trouvant sur notre propriété agricole; je crois que cela nous permet d'avoir une excellente qualité de vie.

Nous avons beaucoup entendu parler de durabilité, mais je crois que nous devons réfléchir à la durabilité en tant que processus symbiotique et en tant que méthode complète pouvant profiter aux exploitations agricoles entières. Une exploitation agricole qui a besoin d'importer des tonnes et des tonnes de nutriments n'est pas vraiment durable. Je crois que nous avons prouvé dans ce domaine que... Notre exploitation agricole compte environ 1 000 acres, et pourtant, je ne paie que de petites sommes pour mes intrants. Je n'achète qu'une petite quantité de semences de plantes fourragères pour la culture d'engrais verts; nous sommes avant tout des « gardiens de semences ».

Nous produisons tous nos produits sur notre exploitation agricole. Je crois qu'il y aurait beaucoup à dire à ce sujet — notamment que nous fonctionnons à profit.

Le président: Monsieur Allen, vous disposez de cinq minutes.

M. Malcolm Allen: Merci, monsieur le président.

Ce que je dirai s'adresse à Gail, qui a parlé des programmes du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. J'ai déjà été électricien à un moment donné. En fait, j'ai fait de l'esclavage au titre d'un contrat, mais la province appelle cela une formation en apprentissage. On vous fait signer un contrat d'apprentissage — on a conservé ces choses-là du Moyen Âge.

Mais dans le domaine de l'agriculture, nous n'avons pas ce type de formation. En un sens, on pourrait dire qu'une formation en apprentissage se donne sur les exploitations agricoles familiales, soit lorsque les enfants apprennent de leurs parents. Les exploitations agricoles en assument les coûts et ne bénéficient d'aucun avantage après coup, à la différence des entreprises, qui bénéficient quant à elles d'avantages fiscaux lorsqu'elles prennent un apprenti sous leur aile. Nos propos sur les agriculteurs débutants m'amènent à me demander si on s'est déjà penché sur le processus que nous suivons actuellement et si on a déjà réfléchi à une façon de le transformer en stratégie hybride, du point de vue fiscal, pour voir si nous pourrions utiliser un modèle provenant du secteur industriel.

Mme Gayl Creutzberg: Il existe quelques programmes assimilables à des formations en apprentissage. Ces « formations » sont très restreintes et sont éparpillées un peu partout. L'une de ces formations est la CRAFT, la Collaborative Regional Alliance for Farmer Training. Elle provient initialement des États-Unis, et cinq régions de l'Ontario l'offrent maintenant. Cette formation propose un processus très intéressant, étant donné qu'il arrive souvent qu'un agriculteur débutant qui arrive sur une nouvelle exploitation agricole fasse des accidents, brise le tracteur, etc. Ces agriculteurs débutants travaillent souvent sans recevoir de salaire; ce salaire sert plutôt à réparer le matériel endommagé.

Ces agriculteurs finissent par s'épuiser, à une étape ou à une autre du processus opérationnel qu'ils suivent. Il serait vraiment important qu'on établisse un calendrier de paiements qui prévoirait le paiement de tous les agriculteurs qui transfèrent de précieuses connaissances aux débutants. Nous avons commencé à payer les agriculteurs qui font visiter leur exploitation agricole et qui font des choses de ce genre. Les agriculteurs débutants trouvent très utile de visiter les exploitations agricoles sur lesquelles ils travailleront, et on prévoit actuellement des fonds pour cela.

Nous essayons de faire valoir l'instauration d'un programme de formation en apprentissage semblable pour les agriculteurs, mais je crois qu'il est vraiment difficile de créer ce genre de partenariats. Il y a aussi les problèmes de responsabilité, qui ont commencé à se poser dans l'exécution du programme en question.

M. Malcolm Allen: Il ne fait aucun doute qu'il n'est pas aisé d'entamer ce processus. Je comprends bien cela.

Mme Gayl Creutzberg: Nous avons actuellement à Brampton une exploitation agricole consacrée à l'incubation. En ce moment, environ 12 agriculteurs y travaillent. Or pour une organisation comme la nôtre, qui ne compte que peu d'employés, c'est très difficile d'avoir des exploitations agricoles à différents endroits dans la province.

M. Malcolm Allen: C'est bien certain.

Deux ou trois personnes ont parlé des abattoirs. Je crois que Doug l'a fait, et vous avez parlé de l'aspect bureaucratique. Je comprends cette difficulté. En tant que personne qui juge de la salubrité des aliments, je comprends tout cela. J'ai fait partie du sous-comité, tout comme Larry et Bev, et Frank en a fait partie l'année dernière, pendant que nous examinions ce qui s'était passé auparavant. Je comprends les difficultés que les petits abattoirs éprouvent; il va sans dire que, nous devons trouver une façon de surmonter ces difficultés. Je crois que Sean et Steve ont indiqué comment nous pourrions prendre ce genre de choses en main.

J'aimerais avoir votre opinion sur la suggestion selon laquelle nous devrions garder ces entreprises ouvertes pour permettre aux producteurs de vendre leurs animaux d'élevage sur d'autres marchés et, peut-être — avec un peu de chance —, de vendre leurs animaux à des prix élevés. Si, au lieu de penser que nous devons absolument veiller à ce qu'elles se conforment à tous les règlements applicables en matière de salubrité, qu'il s'agisse de règlements provinciaux ou de règlements fédéraux liés à l'ACIA, nous disions plutôt à ces entreprises que nous avons besoin d'elles pour motiver les agriculteurs et que nous allons financer une partie des changements devant être apportés à leurs abattoirs, et pas nécessairement pour redonner aux agriculteurs l'argent qu'ils ont investi, parce que nous aurions en fait accru le niveau de concurrence sur le marché où elles comptent vendre leurs produits, est-ce que cela pourrait les convaincre? On ne peut pas seulement leur dire que nous avons besoin que les abattoirs locaux demeurent ouverts. Je crois que nous devons le faire, un point c'est tout. La collectivité en général bénéficierait de nombreux avantages, et pas juste en ce qui concerne la concurrence, si le gouvernement appliquait des programmes pour garantir que les abattoirs répondent bien aux normes que nous jugeons nécessaires.

• (1130)

M. Sean McGivern: Je crois qu'il y a du vrai dans ce que vous dites, mais je crois également que nous devons commencer par élaborer une solide orientation. Nous devons avoir des politiques sensées et éviter ces incidents, qui surviennent tout le temps. On continue à prendre l'argent des contribuables pour inspecter des abattoirs, et qu'est-ce que ça donne? On retourne voir son patron pour lui signaler tous les cas de non-conformité. Je crois qu'il est correct de dire parfois que des entreprises se conforment aux normes et qu'il n'y a rien qu'elles doivent absolument changer. D'un côté, nous avons ces nombreuses entreprises multigénérationnelles qui oeuvrent depuis des années, et, de l'autre côté, nous avons ce nous appelons des établissements sous contrôle fédéral, qui répondent peut-être aux normes les plus élevés, mais qui font des morts. Je ne crois pas que quelqu'un ait jamais entendu parler du décès d'une personne dans un des établissements provinciaux de ce comté.

Je crois que nous devons réfléchir de façon globale à la décentralisation de notre système alimentaire. Tout est devenu très régional, et concerne des lieux bien précis; ainsi, lorsque vous éprouvez des problèmes et des difficultés, ils sont immenses. Je ne sais pas quelle est la réponse, mais je sais que nous avons besoin de prendre des mesures pour décentraliser notre système alimentaire. Cela s'oppose à tout ce qui a été dit au fil des années, mais je crois que c'est vraiment ce dont on a besoin.

Le président: Merci. C'est tout le temps que vous aviez, monsieur Allen.

Monsieur Richards, vous avez cinq minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Merci à tous. Je vous remercie d'avoir accepté de venir ici aujourd'hui pour nous faire part

de votre expérience et de votre passion de l'agriculture, et nous faire profiter de votre expertise.

C'est intéressant de voir comment deux personnes peuvent comprendre deux choses complètement différentes; je sais que je ne comprends pas la même chose que mon collègue libéral, de l'autre côté. Ce que j'entends me semble plus positif — je ne dis pas qu'il n'y a rien qui doive être fait, ni que ce sera une mince affaire de garantir un avenir à l'agriculture, ni qu'il sera facile de faire de l'agriculture une industrie plus attirante pour les jeunes agriculteurs, mais je crois que le message que nous envoie nos jeunes agriculteurs de tout le pays est très positif.

Ils voient un avenir dans l'agriculture, et ils souhaitent travailler dans le domaine. Ils examinent la situation actuelle et comprennent qu'ils doivent s'occuper de leur exploitation agricole comme d'une entreprise et qu'ils doivent adopter une stratégie d'affaires. Ils souhaitent innover, diversifier leurs opérations, obtenir une valeur ajoutée, et faire tout ce qui est nécessaire pour que l'agriculture ait un avenir et pour qu'ils puissent avoir une entreprise rentable.

Je suis très encouragé par quelques-unes des choses qui ont été dites aujourd'hui, par exemple au sujet des coopératives de fournisseurs et du programme des producteurs laitiers. Je sais que l'entreprise Alberta Milk a quelque chose de similaire en Alberta, d'où je viens. Je n'avais jamais entendu parler de FarmStart avant aujourd'hui. Il s'agit de quelque chose qui doit être mis en oeuvre dans toutes les régions du pays.

Il s'agit là d'initiatives qui sont lancées par les agriculteurs, par les personnes qui travaillent sur les terres. Le gouvernement doit prendre des mesures, cela ne fait aucun doute, mais c'est vraiment encourageant de voir que des personnes prennent à bras-le-corps l'avenir de leur industrie. Ça m'encourage vraiment.

Bien entendu, il y a des choses que le gouvernement... et nous en avons entendu parler aujourd'hui. La situation n'est pas différente dans les autres provinces que nous avons visitées; il y a des choses comme le fardeau réglementaire écrasant auquel doivent se conformer les agriculteurs et comme, bien entendu, les programmes. Voilà l'idée que je souhaite le plus véhiculer au moyen de ma question.

J'ai entendu des suggestions à différents moments dans différentes régions du pays, et je les trouve intrigantes, je suppose. C'est probablement un peu controversé de parler de programmes de cette façon, mais des agriculteurs ont dit des choses, et je souhaite savoir ce que vous pensez de ces suggestions. C'est un amalgame de deux choses que j'ai entendues.

L'une de ces choses concerne les programmes. Je crois qu'il n'y a probablement aucun agriculteur qui souhaite gagner sa vie grâce à un programme gouvernemental ou aux chèques qu'il reçoit par la poste; les agriculteurs préfèrent de loin subvenir à leurs besoins grâce à leur exploitation agricole. La question qu'il faut se poser est, bien entendu: est-ce possible de le faire? Nous avons maintes fois entendu la suggestion selon laquelle les programmes d'assurance pourraient être les seuls programmes nécessaires; peut-être que nous devrions nous contenter de réfléchir à un programme d'assurance.

Nous avons également entendu à maintes reprises, et j'ai trouvé cela très intrigant, que nous devrions nous assurer d'offrir des programmes s'adressant tout spécialement aux agriculteurs débutants. Je parle d'« agriculteurs débutants », parce qu'ils ne sont pas toujours « jeunes »; ce sont plutôt des agriculteurs « débutants ».

Un amalgame de ces deux choses serait que nous pourrions réfléchir à des programmes qui s'adresseraient particulièrement aux jeunes agriculteurs, ou aux agriculteurs débutants, puis songer à mettre sur pied une programme d'assurance. Voyez-vous une façon d'aller de l'avant dans le domaine de l'agriculture en utilisant un système de ce genre, et dans l'affirmative, comment cela fonctionnerait-il? Je sais que ce n'est probablement pas une question à laquelle il est facile de répondre, comme ça, sur-le-champ, mais j'aimerais savoir quelles sont vos idées à ce sujet.

• (1135)

Le président: Grant.

M. Grant Caswell: Le programme FarmStart semble être un très bonne façon de commencer. Une partie de ce programme se rattacherait également à la planification de la relève — dont il a été question précédemment — qu'on ne peut traiter de façon indépendante, mais qui s'inscrit plutôt dans un processus qui doit aussi devenir durable.

Vous ne pouvez pas plonger les yeux fermés dans le domaine de l'agriculture, lorsque vous savez très bien que vous allez y laisser votre chemise chaque jour et que vous ne retrouverez jamais ce que vous perdrez. C'est très important. Je ne sais pas quels sont les programmes qui pourraient aider à gérer la situation en entier. Et vous avez raison: nous ne souhaitons pas recevoir un chèque à la fin de chaque mois comme salaire. Mais parfois, même les chèques ne sont pas attribués de façon homogène. Dans certaines circonstances, que ce soit à cause d'un problème ou pour une raison bien précise, certaines personnes ont accès à une plus grande part du gâteau qu'd'autres.

Ce programme doit être plus général, de façon à ce qu'il englobe une grande diversité de personnes.

Le président: Merci.

Gayl.

Mme Gayl Creutzberg: Je ne suis pas certaine de bien comprendre ce dont vous parlez lorsque vous parlez d'assurance, mais FarmStart envisage l'adoption de programmes comme le financement à parts égales. Certains nouveaux agriculteurs pensent qu'ils devraient pouvoir acquérir une ferme dans leur jeune vingtaine. En règle générale, les gens n'ont pas les moyens de s'acheter une maison au début de la vingtaine. Toutefois, s'ils commencent à mettre de l'argent de côté et qu'ils reçoivent pour chaque dollar une somme équivalente, voilà un exemple.

L'autre, bien entendu, serait de trouver une façon de payer des mentors, afin que les agriculteurs qui prennent leur retraite puissent continuer de gagner des revenus en devenant instructeurs auprès de débutants. Un programme de relève est offert à l'heure actuelle, mais seulement aux personnes inscrites aux programmes d'agriculture dans certains collèges et universités. Ceux qui en sont à leur seconde carrière, qui se lancent dans l'agriculture dans la quarantaine ou la cinquantaine, ne sont pas admissibles à ce programme. L'infrastructure est un élément de taille selon moi et je l'entends dire depuis très longtemps. Il faut de l'aide pour établir des systèmes fiables et solides.

Le président: Blake, votre temps est écoulé.

M. Blake Richards: Le temps passe vite.

Le président: Nous passons de nouveau aux Libéraux.

Monsieur Valeriote, la parole est à vous.

M. Francis Valeriote: Je trouve étrange, Grant, de vous entendre dire que les gens sont en train d'y laisser leur chemise, tandis que

d'autre part on dit que tout est rose, que tout va bien et qu'on va maintenir le cap.

Vous savez, tout ne va pas bien. Je ne dis pas que c'est entièrement voué à l'échec, mais je continue d'affirmer qu'une démarche sensée s'impose pour amener le changement, parce que l'ancienne dynamique, l'idée obsolète de continuer de travailler dans les limites actuelles du contexte et des programmes, ne fonctionne pas. C'est aussi simple que cela et c'est vivre dans le déni que de voir la situation autrement.

Cela étant dit, ce qui ressort des propos récents et même des témoignages entendus ce matin — je ne sais pas s'il en a été question cet après-midi —, c'est le problème de compétitivité. J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet. C'est la concentration des entreprises dans l'industrie des engrais et de l'emballage et le regroupement des détaillants. Ces industries forment des groupes si restreints que vous n'avez essentiellement d'autre choix que de subir les prix, puisque vous n'exercez aucun contrôle à cet égard. Les États-Unis ont des lois antitrust qui peuvent démembrer ces vastes conglomérats; au Canada, nous avons des lois sur la concurrence qui interdisent la collusion au niveau de l'établissement des prix, mais nous ne pouvons pas démembrer ces entreprises.

Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui pense que nous en sommes rendus au point où il faudrait envisager ce type d'intervention pour améliorer votre compétitivité et vous permettre de contrôler davantage les prix plutôt que de devoir les subir? Est-ce que quelqu'un aimerait dire quelque chose à ce sujet?

M. Sean McGivern: Je peux vous dire qu'au cours des deux dernières années, des résolutions ont été présentées à l'Association des producteurs de bovins de l'Ontario pour tenter de bannir l'offre captive et d'interdire aux abattoirs de posséder du bétail. Je ne sais pas ce qui passe par la tête des agriculteurs, mais ils refusent de voter en faveur de ces mesures. Ils disent ne pas s'opposer au fait que les bovins appartiennent à des abattoirs, donc je ne sais que faire pour aider ces personnes si c'est bien leur façon de penser.

Il y a des parcs d'engraissement en Alberta et ils peuvent aller en extraire des bovins une semaine plus tôt que prévu, qui pèseront quelques livres de moins seulement, puis baisser le prix de notre marché sans pour autant sacrifier leur offre. Ils n'ont qu'à retourner au marché la semaine suivante pour racheter les bêtes à ce plus bas prix. Je ne sais pas comment nous pouvons espérer être compétitifs dans une industrie bovine qui se comporte ainsi avec si peu de joueurs.

• (1140)

Le président: Bruce, souhaitez-vous dire quelque chose?

M. Bruce Saunders: J'estime que votre point et votre question sont valides.

Nous avons déjà soulevé la question auprès du Bureau de la concurrence en leur indiquant que ces regroupements devenaient contraignants et que nous serions très vulnérables si ce n'était de la gestion de l'offre dans l'industrie des produits laitiers. Le Bureau de la concurrence ne considérait pas comme problématique la concurrence actuelle du côté des abattoirs ni même du côté des détaillants, mais il a jugé bon d'entreprendre un examen de la gestion de l'offre. Eh bien, la gestion de l'offre, c'est tout simplement 10 000 ou 13 000 agriculteurs du Canada qui se réunissent en un seul groupe de vente, mais voilà ce qu'il fallait examiner selon le Bureau de la concurrence et non l'inverse.

Tant que les attitudes ne changeront pas, nous continuerons de faire du surplace.

Le président: M. Hayes voulait dire quelque chose.

M. Douglas Hayes: Je vais essayer de préciser davantage ce que disait Sean quant au fait que l'Association des producteurs de bovins ne veuille pas empêcher les exploitants d'abattoirs de posséder du bétail.

Ici, en Ontario, Cargill est le plus gros joueur. Il y en a de plus petits aussi, mais beaucoup d'agriculteurs craignent de se lever et d'exprimer les vérités qui méritent d'être dites. Si les gens se lèvent pendant une assemblée pour dire qu'ils s'opposent à ce que les exploitants d'abattoirs puissent posséder du bétail, ces personnes ne savent pas si les acheteurs sonneront de nouveau à leurs portes la semaine suivante et s'ils continueront d'acheter leur bétail. Les gens s'inquiètent de ce genre de répercussions.

M. Francis Valeriote: Bruce, du point de vue de la gestion de l'offre, croyez-vous qu'un démantèlement aurait été envisagé au moment où les bureaucrates se penchaient sur cette question?

M. Bruce Saunders: S'ils étaient pour se pencher sur quoi que ce soit, c'était sur la gestion de l'offre et sur sa capacité de fonctionner selon sa formule actuelle.

M. Francis Valeriote: Ma foi.

Ai-je encore du temps?

Le président: Il vous reste environ 40 secondes.

M. Francis Valeriote: D'accord.

On a dit la semaine dernière et ce matin encore que Financement agricole Canada n'apportait pas toute l'aide qu'elle pourrait aux agriculteurs. L'accès aux capitaux est un problème. Il y a fort à parier que l'investisseur fraîchement arrivé de Dubaï n'a pas ce genre de souci, contrairement à la plupart d'entre nous.

Financement agricole Canada comparait ici et nous annonce fièrement avoir empoché un peu d'argent. À mon avis, cette société devrait faire ses frais, un point c'est tout. Sa raison d'être devrait se résumer à prêter de l'argent et, bien entendu, à recouvrer ces sommes, mais elle ne devrait pas compliquer davantage la vie des agriculteurs. En fait, compte tenu de son statut de banque de dernier recours, elle devrait consentir à assumer davantage de risques que les banques ordinaires ou pouvoir le faire.

Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui a eu affaire à Financement agricole Canada? Est-ce que quelqu'un aimerait faire connaître son opinion à ce sujet?

Mme Gayl Creutzberg: D'un point de vue personnel, je peux vous dire que lorsque j'ai d'abord voulu me lancer dans l'agriculture, j'ai entrepris des démarches auprès de chacune des grandes banques et de Financement agricole Canada, qui a envoyé des représentants à la ferme. Ils ont presque ri en la voyant. Quatre ans plus tard, au moment d'être vendue, sa valeur avait augmenté de près de 100 000 \$

Nous n'avons peut-être pas d'antécédents dans le domaine de l'agriculture, mais nous pouvions compter sur un salaire pour appuyer nos activités; malgré cela, ils n'étaient tout simplement pas intéressés. Je crois que les moutons n'ont rien fait pour aider. Ils ne considéraient pas les moutons comme un produit commercial viable. Bien entendu, aujourd'hui, le mouton est un produit commercial très viable.

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

Monsieur Lobb, la parole est à vous. Vous avez cinq minutes.

M. Ben Lobb: Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Saunders.

J'aimerais féliciter les Producteurs laitiers de l'Ontario pour leur programme destiné aux jeunes agriculteurs. Comment envisagez-vous l'avenir de ce programme en Ontario? Cherchez-vous à multiplier le nombre d'inscrits ou encore à élargir le programme? Savez-vous si les personnes admises à ce programme au cours de la dernière année se sont butées à d'autres difficultés, soit pour acheter de l'équipement ou autre chose? À quoi ressemble la transition jusqu'ici?

M. Bruce Saunders: Je ne peux pas répondre à votre dernière question car on ne m'a rien rapporté à ce sujet.

Sommes-nous intéressés à élargir le programme? Compte tenu qu'il existe depuis huit mois à peine, je ne croirais pas, du moins à court terme. Pour pouvoir élargir le programme, les producteurs existants devront pouvoir nous fournir un appui plus important.

M. Ben Lobb: Ma prochaine question s'adresse à M. Eby et peut-être à M. Hayes.

Croyez-vous que le gouvernement fédéral doit céder la responsabilité de la gestion du risque d'entreprise aux provinces, qui pourront alors le faire à la lumière des différences et des écarts propres à chacune?

● (1145)

M. Steve Eby: Il y a un secteur où le gouvernement fédéral n'intervient pas à l'heure actuelle, même si je m'éloigne un peu de la gestion du risque d'entreprise à proprement parler.

L'Ontario se fait pointer du doigt par le gouvernement fédéral parce qu'elle ne participe pas à des programmes comme il existe au Québec, en Alberta et en Saskatchewan. Dans tout ce profil d'ensemble de gestion des risques d'entreprise — qui n'est pas un CSA comme tel, même si certains éléments s'en inspirent —, il demeure un secteur où le gouvernement fédéral doit assurer un leadership autour de la table.

M. Ben Lobb: Laissez-moi reformuler mon propos. Globalement, croyez-vous que le gouvernement fédéral devrait laisser les provinces administrer elles-mêmes toutes les questions rattachées au commerce, à la prévention des maladies, à la recherche et au développement et à toutes ces choses, peut-être en leur accordant un certain financement, pour ainsi respecter les compétences des provinces?

M. Steve Eby: En quelque sorte, je dirais qu'il faut respecter les responsabilités des provinces par rapport à certaines de ces questions, mais à nous en décharger sans cesse, nous ne faisons que contribuer à l'inégalité des règles du jeu.

Oui, des rajustements pourraient être apportés ici et là. Sans trop détailler la question, j'opterais pour la prudence en ce moment, car une telle démarche fait en sorte de créer 13 mécanismes supplémentaires qui, à leur tour, contribueraient à l'inégalité des règles du jeu dans le secteur de la recherche. Celui-ci n'est peut-être qu'une petite partie de l'équation mais, lorsqu'il est question de maladies et de choses du genre, le gouvernement du Canada doit mettre son pied à terre et établir la politique générale. Les gens de l'industrie ne seront pas tous forcément d'accord avec la décision du gouvernement, mais l'adoption d'une politique générale fait en sorte d'éliminer les obstacles au commerce interprovincial.

M. Ben Lobb: J'ai une dernière question à poser, après quoi je vous cède la parole.

Dans la région de Steve comme dans la mienne, on trouve de petits abattoirs et de petites boucheries, mais je dois dire qu'on en dénombre beaucoup moins que lorsque j'étais enfant. S'il y avait, disons, cinq ou dix petits abattoirs de plus dans le comté de Bruce, serait-ce très avantageux pour l'industrie bovine dans les comtés de Bruce et de Grey? Verrait-on une augmentation considérable des profits?

M. Douglas Hayes: Comme je l'ai dit tout à l'heure, je pense que cela donnerait la possibilité à certaines personnes d'accéder au dollar du consommateur. Si vous devez expédier votre bétail sur de très longues distances vers le Sud rien que pour le faire abattre, puis que les paquets de viande vous sont ensuite renvoyés...

Il y a un marché. Les gens m'approchent continuellement pour savoir s'ils peuvent acheter un quart de boeuf ou je ne sais quoi, et je dois leur dire non parce que ce n'est tout simplement pas faisable dans le contexte actuel.

Il faut faire deux choses, c'est-à-dire confier davantage de bétail aux petits abattoirs et permettre aux abattoirs déjà en place de le faire et d'en tirer profit.

Le président: Gayl, en terminant.

Mme Gayl Creutzberg: Les abattoirs mobiles sont une autre option. Nous aimerions voir des abattoirs mobiles faire une partie du travail. Le stress est moins grand pour les animaux et cela permet aux plus petits producteurs...

Le président: Pourriez-vous expliquer, pour le compte rendu, comment fonctionne exactement un abattoir mobile?

• (1150)

Mme Gayl Creutzberg: Il est tiré par une camionnette. On se sert déjà de ce type d'abattoir pour la volaille. Dans la région, l'abattage de poulets est plus problématique encore que l'abattage de bovins. C'est un gros appareil en acier inoxydable, assujéti à des inspections, tiré par...

Le président: Merci.

Avant de passer à la dernière série de questions, Steve, j'ai une seule chose à ajouter. Je crois que vous et moi en avons déjà parlé.

C'est la question qui touche des provinces comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Québec. La seule façon pour le gouvernement fédéral de contribuer... Par exemple, s'il vous donne 100 \$ par tête, en tant que gouvernement national il est tenu de faire de même en Alberta, bien que le gouvernement de l'Alberta donne déjà à ses éleveurs de bovins de boucherie 100 \$ par tête. Si vous pouviez obtenir l'engagement du Québec, de l'Alberta et de la Saskatchewan de retirer leurs programmes et forcer le gouvernement à le faire, alors tout le monde serait traité de la même manière.

Mais le gouvernement fédéral n'a pas le mandat de leur dire de ne pas le faire; les provinces doivent le faire de leur plein gré. Bref, si le gouvernement fédéral donne à tout le monde un certain montant d'argent, qu'il s'agisse de l'industrie bovine, porcine, ovine ou peu importe, il doit donner la même chose au producteur, peu importe où il vit au Canada. Au bout du compte, à moins que les provinces ne cessent de faire ce qu'elles font, on se retrouve encore aux prises avec ces inégalités.

Je pratique l'agriculture en Ontario et vous aussi. J'ai toujours pensé, et vous m'avez déjà entendu le dire, que c'est pourquoi, au bout du compte, le seul organisme qui peut atténuer cette inégalité est la province, qui doit prendre les mesures qui s'imposent, à moins d'exiger que les autres provinces se retirent et que le programme soit exécuté à l'échelle nationale.

M. Steve Eby: Ces programmes existent, et vous avez raison de dire que ce sont les provinces qui ont pris ces décisions pour appuyer les producteurs en ce sens. Cependant, le gouvernement fédéral a la possibilité de faire preuve de leadership dans le cadre d'un programme de garantie des prix. Je sais que les garanties relèvent des provinces, mais il y a une possibilité de faire preuve de leadership, à l'échelle du pays, pour contribuer à la création de nouvelles règles du jeu égales pour tous. Les anciennes règles touchent l'Alberta, la Saskatchewan et le Québec, qui ont leurs propres programmes. Allons de l'avant.

Des programmes ont fait l'objet de discussions et ils vous ont été présentés à d'autres séances de votre comité. Ils ont l'air assez bien conçus. Allons de l'avant. Le gouvernement fédéral peut faire preuve de leadership à cet égard à un tout autre niveau.

Le président: Monsieur Shipley, vous êtes le dernier de la première série de questions.

M. Bev Shipley: Merci, monsieur le président.

Merci à chacun d'entre vous d'être des nôtres.

Vous avez tous parlé de l'importance de créer des règles du jeu égales pour tous dans notre premier groupe. Nous en avons parlé, alors je ne répéterai pas le besoin et la constante dont il a été question, surtout à propos de la réglementation.

L'une des choses dont nous avons parlé dans nos déplacements au Canada, c'est qu'il y a toujours une variation dans les programmes assortis de plafonds. Vous avez souligné, monsieur Hayes, que le plafond serait peut-être en fait de 50 000 \$. Ce qu'on a toujours entendu, c'est que 20 p. 100 des agriculteurs produisent 80 p. 100 des produits agricoles. Cette donnée ne tient plus; il y a probablement 15 p. 100 des agriculteurs maintenant qui produisent peut-être 85 p. 100 ou plus des produits agricoles.

Dans ce contexte — et j'aimerais avoir vos commentaires — et sachant que le coût des intrants sont élevés en ce qui concerne les capitaux, l'équipement, la terre, la location, qui correspond en fait à l'une des parties contrôlables de la production, croyez-vous qu'il devrait y avoir un plafond? Ce plafond devrait-il être bas, même si nous savons que les chiffres relatifs à la production de nourriture se situent quelque part dans cette fourchette: 15 p. 100 produisent 85 p. 100 des produits agricoles?

Je lance la question. Peut-être Grant, Steve et Sean... Et Bruce, je ne sais pas si cela entre dans votre...

D'accord, Grant, allez-y rapidement.

M. Grant Caswell: Tant qu'il y aura assez d'argent pour tout le monde en général, si quelqu'un a besoin d'un coup de main, il devrait l'obtenir. Personne ne devrait retirer la totalité des fonds la première fois. Comme je l'ai expliqué à propos du plan environnemental en agriculture, il n'y avait plus rien pour personne. C'est le genre de choses que nous ne voulons pas voir se produire avec ces plans: que quelqu'un puisse mettre la main dessus avant que quelqu'un d'autre ait la chance d'en bénéficier. Ce n'est pas toujours le gars qui en a peut-être besoin, mais il a déjà retiré ses fonds, et le gars qui est laissé à lui-même est encore celui qui n'y arrivera pas.

M. Steve Eby: En ce qui concerne les plafonds, je parle en tant que propriétaire d'une petite entreprise d'exploitation agricole familiale. Mon entreprise n'est pas constituée en société.

La question des plafonds est certainement un sujet d'actualité dans divers secteurs. Nos ventes représentent de 1,5 à 2 millions de dollars. Si on fixe un plafond pour un programme, disons 25 000 \$, selon la catastrophe faisant l'objet du programme, pourquoi est-ce que j'y prendrais part? Mes ventes par rapport à ce que j'obtiendrais possiblement grâce à ce programme en particulier, en raison de la façon dont il est plafonné, le rendrait peu utile, et je suis un producteur de boeuf assez petit.

Du point de vue des politiques, je préférerais qu'il y ait une politique alimentaire qui soutient les agriculteurs dans la mesure où nous n'aurions pas besoin de ces programmes. Faisons en sorte que les revenus soient redistribués à ceux qui les ont produits. On en vient, peut-être, à l'éducation des consommateurs et à tout cet aspect; les consommateurs doivent accepter l'idée de ceux qu'ils soutiennent et des raisons pour lesquelles ils les soutiennent.

• (1155)

M. Bev Shipley: Avez-vous des commentaires, Sean?

M. Sean McGivern: Je ne crois pas vraiment que les subventions devraient être fondées sur les livres par animal ou les boisseaux par acre. Je crois que nous devons nous éloigner de ce système. Il n'encourage pas la saine production durable. C'est une attitude « on en veut toujours plus ». Je crois qu'il faut payer les gens pour les biens et les services, et étudier d'autres façons de garder les agriculteurs sur la ferme.

M. Bev Shipley: Sean, vous avez abordé l'un des éléments concernant les subventions, et ça me ramène à Gayl, à un commentaire que vous avez formulé qui soulèverait... Je m'interroge simplement sur la question qu'il soulève.

Les agriculteurs nous diront que lorsqu'on les subventionne, tout ce que nous faisons en fait c'est de marginaliser la capitalisation des biens. L'un des grands problèmes est le prix des terres. Nous avons surcapitalisé parfois, mais je ne parle pas d'équipement. Si nous pouvions jumeler deux personnes, de façon à ce qu'un jeune agriculteur puisse être en mesure d'acheter une ferme, croyez-vous que ça poserait problème? Je pense qu'il s'agit peut-être d'un problème commercial; si ça devenait un problème national, ça deviendrait en fait un problème commercial, mais croyez-vous que ce soit là l'une des étapes à suivre? Quelqu'un se dit qu'il n'a que... c'est une terre de 5 000 \$ l'acre, mais qui lui coûtera en fait seulement 2 500 \$ l'acre, alors il peut payer en réalité 3 000 \$. Croyez-vous que c'est un problème qui fait augmenter le prix des biens et la concurrence relative aux terres?

Mme Gayl Creutzberg: Cette question, je dois l'admettre, dépasse l'étendue de mon expertise. Désolée.

M. Bev Shipley: Je crois, Sean, que cela rejoint certaines de vos préoccupations. Je n'en suis pas sûr.

Le président: J'espère que votre commentaire sera bref.

M. Douglas Hayes: La raison pour laquelle 15 p. 100 des agriculteurs produisent 85 p. 100 de la nourriture, c'est que les politiques existantes découragent les jeunes agriculteurs à se lancer, alors le pourcentage a augmenté. Je crois que c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. De par son titre, notre réunion vise à aider les jeunes agriculteurs. Si des politiques permettaient d'encourager les jeunes fermiers et qu'on versait moins de subventions aux grandes exploitations, nous ne serions pas dans la situation où 15 p. 100 des agriculteurs produisent 80 p. 100 de la nourriture.

M. Bev Shipley: Ce n'est pas l'Amérique du Nord, malheureusement; c'est un problème mondial.

M. Douglas Hayes: Je comprends.

M. Bev Shipley: J'essaie simplement de le contourner.

Le président: Merci, monsieur Shipley.

Allez-y, monsieur Valeriote, pour trois minutes.

M. Francis Valeriote: Je crois que le manque de leadership dont parle M. Eby, et dont j'ai parlé plus tôt, est cette incapacité à sortir du cadre établi. Nous préférons rester en mode défensif, défendre nos programmes existants, dire qu'ils fonctionnent alors que ce n'est pas le cas, s'en éloigner, les modifier ou y renoncer, et peut-être répondre aux questions que nous entendons ici aujourd'hui et que nous avons entendu au cours de la dernière semaine.

L'une des questions dont nous avons entendu parler concerne la planification de la relève et l'incapacité de transférer une ferme à d'autres membres de la famille, mis à part les enfants, comme les neveux ou nièces, ou à des gens qui ne font pas du tout partie de la famille. Je crois que nous en sommes au point où nous devons examiner les avantages et permettre ces transferts à des gens qui ne font pas partie de la famille, et à favoriser ce genre de transfert en établissant un programme de jumelage. L'un des témoins a parlé d'un tel programme la semaine dernière: on essaie de jumeler des agriculteurs qui veulent prendre leur retraite et des nouveaux agriculteurs — jeunes ou autres — qui veulent pratiquer l'agriculture, mais qui n'arrivent pas à trouver l'exploitation qu'ils désirent.

L'une ou l'un d'entre vous pourrait-il parler de cette idée?

Mme Gayl Creutzberg: C'est ce que fait FarmLINK.

M. Francis Valeriote: Oui. Mais ce que j'aimerais savoir c'est si vous avez besoin d'autres outils, comme des lois relatives à l'impôt ou autre, afin de le faire efficacement au niveau fédéral?

Mme Gayl Creutzberg: Oui, mais je ne sais pas si je peux en parler en détail.

Il y a beaucoup de restrictions en raison des ententes de partenariat, des questions de réglementation et toute la responsabilité concernant la formation.

M. Francis Valeriote: Oui. Allez-y.

M. Bruce Saunders: Eh bien, je crois que vous avez mis le doigt sur un point valide. L'un des problèmes concernant l'augmentation des capitaux dans toutes les sphères de l'agriculture — valeurs des terres, et dans notre cas également, valeurs des quotas —, c'est que nous avons créé des exploitations qui exigent énormément de capitaux. Et pour la prochaine génération, que ce soit les garçons ou les filles, et dans mon cas particulier ce sont mes neveux, sans une aide de la génération la plus ancienne — et un régime d'imposition aiderait certainement —, il est presque impossible qu'elle puisse faire les paiements. Si c'est un garçon ou une fille, on peut transmettre l'exploitation à un prix convenu. Mais si c'est une nièce ou un neveu, le pâturage sera à la pleine valeur marchande, et ni la plus vieille génération ni la nouvelle génération ne peut se permettre de se soumettre à ce processus. Je crois donc qu'on doit apporter une aide.

• (1200)

Le président: Merci beaucoup.

Le temps est malheureusement écoulé. Ça ne semble jamais assez long.

Il y a une seule chose que je voulais aborder. Aujourd'hui, nous avons beaucoup entendu parler des plafonds, pour et contre. J'ai toujours appuyé les plafonds. Mais une chose qui est assez claire dans nos déplacements partout au pays, c'est que dans l'ensemble, les gens s'opposent beaucoup plus aux plafonds qu'ils ne les appuient. Je crois qu'il était juste de le souligner.

Sean, tout comme Doug vous avez parlé de certaines grandes sociétés. J'ai proposé un projet de loi d'initiative parlementaire qui a reçu l'appui général de tous les partis. Le projet de loi vise à empêcher les grandes sociétés ou les sociétés cotées en bourse à avoir accès aux mêmes programmes gouvernementaux auxquels chacun d'entre vous, en tant qu'agriculteur, a accès. Vous pouvez aller en ligne et obtenir des détails à ce sujet. J'aimerais avoir vos commentaires à ce sujet, négatifs ou positifs, parce que c'est une ébauche. Mais c'est le but visé.

Au Canada, il n'est pas illégal pour les abattoirs de posséder des bovins ou pour une entreprise d'aliments de posséder des porcs, des poulets, etc. C'est une façon de contourner le problème. Mais je suis

très clair. Mon intention vise ceux-là afin qu'ils n'aient pas accès... La Saskatchewan Wheat Pool a pris 1,8 million de dollars, je crois, du PCSA il y a environ trois ou quatre ans, et à mon avis c'est inacceptable. Il peut obtenir ses marges sur le marché, tandis que le producteur sur le terrain ne peut pas toujours le faire.

Je vous remercie tous beaucoup d'avoir été des nôtres. Une belle journée comme aujourd'hui, je sais où vous préféreriez être, ou devriez être. Mais je vous remercie encore une fois. Nous sommes heureux de vous avoir accueillis.

Sur ce, la séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and
Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the
following address: <http://www.parl.gc.ca>